

VOIR LOIN, VISER JUSTE

BUDGET 2017-2020



65^e Congrès de la CSN
Montréal – 2017

A3 **MOT DU TRÉSORIER**

BUDGET CUMULATIF
2017-2020

2 Budget cumulatif

BUDGET DE FONCTIONNEMENT
2017-2020

4 Budget de fonctionnement
5 Dépenses – direction
6 Dépenses – syndicalisation
7 Dépenses – relations du travail
8 Dépenses – communications
9 Dépenses – appui aux mobilisations
et à la vie régionale
10 Dépenses – administration

FONDS DE DÉFENSE
PROFESSIONNELLE 2017-2020

12 Fonds de défense professionnelle
13 Dépenses – appui à la négociation –
péréquations
14 Dépenses – appui à la négociation –
négociations regroupées et locales
15 Dépenses – appui à nos revendications

FONDS DE SOUTIEN
EXTRAORDINAIRE 2017-2020

17 Fonds de soutien extraordinaire

BUDGET DE FONCTIONNEMENT –
RENSEIGNEMENTS
COMPLÉMENTAIRES 2017-2020

19 Comité exécutif et personnel d'appui
20 Contrôle
20 Administration du FDP
20 Gestion des immeubles
21 Ressources humaines
22 Juridique
23 UCCO-SACC-CSN
24 Comités et groupes de travail
25 Information – documentation
26 Imprimerie – distribution
27 Équipe nationale
27 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
28 Bas-Saint-Laurent
28 Saguenay–Lac-Saint-Jean
29 Québec Chaudière-Appalaches
29 Cœur du Québec
30 Estrie
30 Montréal métropolitain
31 Laurentides
31 Lanaudière
32 Montérégie
32 Outaouais
33 Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
33 Côte-Nord
34 Finances
35 Informatique
36 Immeuble de Montréal
37 Immeuble de Québec

FONDS DE DÉFENSE
PROFESSIONNELLE –
RENSEIGNEMENTS
COMPLÉMENTAIRES 2017-2020

39 Secteur public –
négociations regroupées

B1 PROPOSITIONS

MOT DU TRÉSORIER

CAMARADES DÉLÉGUÉ-ES,

DANS LES PROCHAINS INSTANTS, NOUS NOUS ACQUITTERONS D'UNE DES PLUS IMPORTANTES RESPONSABILITÉS SYNDICALES QUI NOUS SONT CONFIÉES PAR NOS MEMBRES, SOIT CELLE D'ADOPTER LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DE LA CSN POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} MARS 2017 AU 29 FÉVRIER 2020.

Le budget de la CSN s'appuie sur des choix. En effet, il doit soutenir les orientations syndicales que vous êtes appelés à déterminer au cours du présent congrès.

Il doit aussi contribuer aux luttes que mèneront, durant les trois prochaines années, la CSN et ses organisations affiliées, soit les syndicats, les conseils centraux et les fédérations.

Notre responsabilité syndicale consiste à effectuer les choix qui nous permettront de continuer à promouvoir les intérêts professionnels, économiques, sociaux et politiques des travailleuses et des travailleurs, cela en vue d'améliorer les conditions de travail et de vie des membres que nous représentons ainsi que celles de l'ensemble de la population du Québec. Voilà l'exercice auquel nous sommes maintenant conviés.

À la CSN, cet exercice est transparent et éminemment démocratique. Nous l'avons déjà souligné : peu d'organisations syndicales dans le monde peuvent prétendre à la même transparence et à la même qualité démocratique.

Le comité précongrès a déjà débattu de la proposition budgétaire qui vous est faite ; il vous en recommande l'adoption. C'est à vous, maintenant, d'en prendre connaissance, de l'analyser, d'en débattre et, enfin, d'en disposer.

LE PARTAGE DES POINTS DE FISCALITÉ

Comme nous l'avons vu plus tôt cette semaine, les statuts et règlements fixent le *per capita* à verser à la CSN à 0,72 % de la masse salariale brute. Je vous rappelle que les montants ainsi perçus sont répartis dans trois caisses distinctes : le budget de fonctionnement reçoit 0,47 %, le Fonds de défense professionnelle, 0,225 % et le Fonds de soutien extraordinaire, 0,025 %.

Au moment de débattre de la proposition budgétaire qui vous est présentée, il est primordial d'avoir en tête les fonctions de chacun de ces fonds.

Le budget de fonctionnement sert à payer les services de la CSN, lesquels viennent en appui aux syndicats, aux fédérations et aux conseils centraux. Il sert également à supporter les coûts de notre fonctionnement démocratique.

Le Fonds de défense professionnelle, quant à lui, assume les dépenses liées à :

- **L'appui aux luttes**, soit les prestations de grève et de lock-out, les allocations aux syndicats pour les dépenses de grève et de lock-out, les prestations de congédiement pour activité syndicale ainsi que les frais juridiques et les amendes reliés aux conflits de travail ;
- **L'appui à la négociation**, c'est-à-dire la structure de services en appui à la coordination des négociations du secteur public, les dépenses pour soutenir les négociations regroupées, coordonnées ou locales dans le secteur privé, et la péréquation aux fédérations et aux conseils centraux ;
- **L'appui à nos revendications**, par les campagnes confédérales, sectorielles et régionales ainsi que les dons de solidarité.

Pour ce qui est du Fonds de soutien extraordinaire, il peut être utilisé afin de renflouer le budget de fonctionnement et le Fonds de défense professionnelle. Nous avons d'ailleurs vu, lors de la présentation des états financiers pour l'exercice qui vient de se terminer, l'apport indispensable que peut avoir le Fonds de soutien extraordinaire quand un des deux autres fonds de la CSN fait face à un déficit important.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Avant d'aller plus loin avec la présentation de la prévision budgétaire 2017-2020, je souhaite aborder avec vous quelques éléments de contexte qui viennent influencer celle-ci et expliquer son caractère particulier.

D'abord, comme nous l'avons observé lors de la présentation des états financiers, la CSN a connu, au cours du dernier mandat et pour la première fois en 20 ans, une décroissance de son nombre moyen de cotisantes et de cotisants par mois.

ÉVOLUTION DU NOMBRE MOYEN DE COTISANTES ET DE COTISANTS PAR MOIS

| PÉRIODE | COTISANTS |
|-----------|-----------|
| 1996-1999 | 204 012 |
| 1999-2002 | 223 093 |
| 2002-2005 | 245 749 |
| 2005-2008 | 266 145 |
| 2008-2011 | 274 156 |
| 2011-2014 | 287 330 |
| 2014-2017 | 284 790 |

Cela a évidemment eu des conséquences sur l'évolution des revenus de *per capita* de la CSN.

| PÉRIODE | REVENUS | AUGMENTATION DE REVENUS DE PER CAPITA | POURCENTAGE D'AUGMENTATION SUR 3 ANS |
|-----------|----------------|---------------------------------------|--------------------------------------|
| 1996-1999 | 120 627 618 \$ | | |
| 1999-2002 | 139 666 167 \$ | 19 038 549 \$ | 15,8 % |
| 2002-2005 | 166 889 609 \$ | 27 223 442 \$ | 19,5 % |
| 2005-2008 | 188 829 163 \$ | 21 939 554 \$ | 13,1 % |
| 2008-2011 | 211 551 251 \$ | 22 722 088 \$ | 12,0 % |
| 2011-2014 | 235 764 323 \$ | 24 213 072 \$ | 11,6 % |
| 2014-2017 | 248 572 641 \$ | 12 808 318 \$ | 5,4 % |

Depuis la fin du mandat 2002-2005, nous avons connu une croissance de plus en plus lente de nos revenus de *per capita*. Le dernier mandat est particulièrement marquant à cet égard, avec une augmentation des revenus de *per capita* de 12 808 318 \$ pour un pourcentage d'augmentation de 5,4 % sur trois ans. Nous avons eu à la fois la plus faible augmentation de revenus depuis la fin du mandat 1996-1999 et, de loin, le plus faible pourcentage d'augmentation de revenus pendant la même période.

Par ailleurs, nous sortons d'une importante période de changement d'allégeance syndicale dans le réseau de la santé et des services sociaux. En effet, au début de l'année 2015, le gouvernement du Parti libéral du Québec adoptait le projet de loi n° 10, procédant alors à de nouvelles fusions d'établissements afin de créer les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS).

Ce projet de loi stipulait qu'à la suite du renouvellement de la convention collective qui venait à échéance le 31 mars 2015, des votes d'allégeance syndicale se tiendraient dans les établissements fusionnés. Le personnel du réseau de la santé et des services sociaux s'est donc retrouvé, dans sa quasi-totalité, en situation de choisir l'organisation syndicale appelée à le représenter.

Le scrutin s'est tenu du 30 janvier au 24 février 2017 et le dépouillement des votes a été effectué du 8 mars au 13 avril derniers. Vous n'êtes pas sans savoir que les résultats ne sont pas ceux auxquels nous aspirions. Notre centrale syndicale a perdu plus de 22 000 membres. Nous les avons perdus, pas exclusivement, mais principalement chez le personnel infirmier et cardiorespiratoire de la catégorie 1 et surtout chez les techniciennes, techniciens et professionnel-les de la catégorie 4.

La perte d'une telle quantité de membres chez les plus hauts salarié-es du réseau de la santé et des services sociaux a inévitablement des répercussions sur les revenus de *per capita* de la

CSN. En fait, ces répercussions sont d'une telle ampleur que la présente proposition budgétaire doit, pour la première fois depuis très longtemps, tenir compte d'une décroissance des revenus de la CSN en comparaison avec l'exercice financier 2014-2017.

Dans un tout autre ordre d'idées, lors du dernier congrès, je vous avais dit qu'il nous fallait impérativement agrandir l'édifice situé au 1601, avenue De Lorimier, à Montréal, dont la CSN est propriétaire depuis le début des années 1980. Rappelons que cet immeuble de 100 000 pieds carrés était occupé au maximum de sa capacité, ce qui forçait la CSN et plusieurs de ses organisations affiliées à louer des bureaux au 2100, boulevard De Maisonneuve, au 1600, avenue De Lorimier et, plus récemment, dans l'édifice de Télé-Québec sur la rue Fullum.

J'avais aussi indiqué que le coût du projet était estimé à 65 millions de dollars et que les travaux seraient terminés au début de l'année 2017.

C'est avec une certaine fierté que je vous annonce que ce projet de construction a été réalisé selon l'échéancier prévu et à des coûts moindres que ceux qui avaient été anticipés. Il devrait aussi recevoir une certification LEED réservée aux bâtiments à haute qualité environnementale. Nous sommes donc dorénavant chez nous, dans un édifice construit en totale conformité avec nos valeurs.

Il est vrai qu'à court terme, cela occasionnera des coûts et mobilisera une part de nos ressources financières. Mais il est tout aussi vrai qu'à moyen et à long termes, nous serons gagnants puisque nous épargnerons sur nos coûts de location externe.

En fait, nous estimons que, sur une période de 25 ans, nos déboursés en intérêts et en capital seront à peu près équivalents à ce que nous aurions payé si nous avions loué un même espace de bureaux ailleurs. Toutefois, après 25 ans, cet immeuble sera entièrement payé et nous posséderons un actif de plusieurs dizaines de millions de dollars. Il s'agit donc d'un choix financier judicieux.

Tout cela doit évidemment se financer. À la fin de l'année 2014, nous avons donc conclu une entente avec notre partenaire financier, la Caisse d'économie solidaire, et avec les instances supérieures de Desjardins. Nous avons versé une mise de fonds de 15,5 millions de dollars et nous avons obtenu un prêt pouvant aller jusqu'à 50 millions de dollars.

La présente prévision budgétaire intègre les dépenses d'intérêts sur ce prêt. Cependant, en vertu des règles comptables en vigueur, nos remboursements de capital ne sont pas comptabilisés dans les dépenses d'exercice; il s'agit plutôt d'opérations apparaissant à notre bilan financier nous permettant de réduire notre dette.

Cela étant dit, il nous faudra tout de même avoir les liquidités au budget de fonctionnement pour nous acquitter de nos responsabilités financières à l'égard du remboursement de la dette que nous avons contractée.

LES REVENUS

Nous avons vu précédemment que pour la première fois depuis 20 ans, la CSN a connu une baisse du nombre de ses cotisantes et de ses cotisants. Ainsi, la moyenne mensuelle du nombre de cotisantes et de cotisants pour l'exercice financier 2014-2017 se chiffre à 284 790, ce qui est inférieur de 6 921 à ce que nous avons prévu lors du dernier congrès.

Conséquemment, nous avons eu des revenus inférieurs de 4 322 495 \$ à ceux inscrits dans la prévision budgétaire adoptée en 2014. Ainsi, nos revenus de *per capita* n'ont augmenté que de 5,4 % sur trois ans, ce qui constitue la plus faible hausse des derniers exercices financiers.

Par ailleurs, le portrait de la CSN a changé à la suite de la récente période de changement d'allégeance syndicale dans le secteur de la santé et des services sociaux et de la dernière campagne de maraudage dans le secteur de la construction, tenue au début de l'été 2016. Ainsi, nous évaluons que pour les trois prochaines années, le nombre mensuel moyen de cotisantes et de cotisants sera de 261 696.

L'autre facteur qui détermine la hauteur des revenus de *per capita* est le taux moyen de cotisation par mois à la CSN. Ce taux dépend uniquement de l'évolution des salaires des membres des syndicats affiliés à la CSN. Pour le présent exercice financier, nous prévoyons que le taux mensuel moyen de cotisation sera de 25,65 \$.

Conséquemment, nous prévoyons que les revenus de *per capita* pour les trois prochaines années seront de 241 571 878 \$, en baisse de 7 000 763 \$ comparativement à ceux de l'exercice 2014-2017, ce qui représente une décroissance de 2,8 %.

| | BUDGET 2014-2017 | RÉEL 2014-2017 | BUDGET 2017-2020 |
|---|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
| NOMBRE MOYEN DE COTISANTES ET DE COTISANTS | 291 711 | 284 790 | 261 696 |
| TAUX MOYEN | 24,08 \$ | 24,25 \$ | 25,65 \$ |
| REVENUS DE PER CAPITA | 252 895 136 \$ | 248 572 641 \$ | 241 571 878 \$ |

LES CHOIX FONDAMENTAUX

CAMARADES, VOUS COMPRENDREZ AISÉMENT QU'UNE BAISSÉ DES REVENUS DE *PER CAPITA* DE CETTE AMPLEUR, COMBINÉE À LA CROISSANCE NATURELLE DE NOS DÉPENSES, MENAIT LA CSN VERS UN DÉFICIT MIROBOLANT.

En conséquence, nous sommes appelés, avec l'adoption de la présente prévision budgétaire, à prendre bon nombre de décisions afin de réduire nos dépenses. Ces décisions seront difficiles à prendre. Certaines seront même douloureuses. Nous devons néanmoins chercher à faire les choix les plus judicieux pour les membres que nous représentons.

Ainsi, nous pensons qu'il faut chercher à minimiser le plus possible les répercussions sur les syndicats et les services sur lesquels ils doivent pouvoir compter, et ce, tout en continuant à pratiquer le syndicalisme qui caractérise la CSN, à savoir un syndicalisme combatif et engagé socialement.

La proposition budgétaire 2017-2020 a été élaborée en poursuivant cet objectif et elle repose sur certains choix fondamentaux qu'il est utile d'exposer d'entrée de jeu.

Notre premier choix

La CSN est une organisation où les travailleuses et les travailleurs, réunis en syndicats, doivent en tout temps pouvoir mener les luttes qu'ils décident démocratiquement d'entreprendre en vue d'améliorer leurs conditions de travail. Notre premier choix coule donc de source.

J'annonce au congrès que la proposition budgétaire prévoit une hausse des prestations hebdomadaires de grève, de lock-out et de congédiement pour activité syndicale. Ces prestations, qui sont actuellement de 255 \$, passeront à 261 \$ dès la fin du présent congrès pour être ensuite majorées à 268 \$ le 1^{er} mars 2018 et à 275 \$ le 1^{er} mars 2019.

Par ce geste de solidarité, la CSN clame haut et fort que grâce à l'appui de son Fonds de défense professionnelle, elle sera toujours là lorsque les travailleuses et les travailleurs en conflit auront besoin d'elle et de la solidarité de tout le mouvement. Après l'adoption de ce budget, une proposition distincte sera donc soumise au congrès en vue de hausser les prestations.

Notre deuxième choix

Lors de la présentation des états financiers, nous avons vu qu'à la suite des travaux du comité sur les services, bon nombre de propositions ayant des conséquences financières avaient été intégrées à la prévision budgétaire 2014-2017. Parmi celles-ci, plusieurs viennent en appui direct aux syndicats de la CSN.

En effet, rappelons que nous avons bonifié notre politique de soutien financier pour la participation des syndicats au congrès de la CSN, instauré une politique de soutien financier pour les arbitrages de congédiement, amélioré notre politique d'aide à la négociation d'une première convention collective pour les nouveaux syndicats, bonifié notre politique de soutien financier pour la participation aux sessions de formation à la mobilisation, amélioré notre politique de soutien aux négociations regroupées ou coordonnées pour les syndicats du secteur privé, et adopté une politique en vue de soutenir les démarches de bilan des négociations.

Nous souhaitons maintenir les engagements que nous avons pris envers les syndicats à la suite des travaux sur les services.

Malgré notre situation financière difficile, toutes ces mesures à l'intention des syndicats sont maintenues, reconduites en totalité et intégrées à la présente prévision budgétaire. C'est là notre deuxième choix fondamental.

Notre troisième choix

Plus tôt cette semaine, nous avons aussi vu qu'au cours des neuf dernières années, les montants de péréquation versés aux fédérations et aux conseils centraux ont connu une forte augmentation. Toujours dans les suites des travaux du comité sur les services, il avait été décidé que, dans la mesure du possible, les montants de péréquation dévolus aux fédérations seraient fixés à 9 % des revenus de *per capita* de la CSN, alors que ceux dévolus aux conseils centraux seraient établis à 0,4 % de ces mêmes revenus de *per capita*.

Comme l'actuelle prévision budgétaire anticipe une baisse de revenus des *per capita* à la CSN, nous devrions, en conséquence, diminuer les montants de péréquation alloués aux fédérations et aux conseils centraux. Ainsi, toutes les fédérations et tous les conseils centraux auxquels la CSN verse des montants aux fins de la péréquation seraient affectés, ce qui risquerait de se répercuter sur les services offerts aux syndicats. Nous souhaitons ardemment éviter cela.

Pour les fédérations, nous maintenons, pour chacune des trois années du mandat, les sommes dédiées à la péréquation à la hauteur de celles versées pour la dernière année du mandat précédent. Par cette mesure exceptionnelle, nous éviterons que les fédérations subissent les contrecoups d'une baisse de nos effectifs dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Pour la très grande majorité des conseils centraux, ces pertes d'effectifs se traduisent par une baisse des revenus de *per capita*. Ainsi, en plus de reconduire, pour chacune des trois années du mandat, les sommes dédiées à la péréquation à la hauteur

de celles versées pour la dernière année du mandat précédent, nous ajoutons une somme de 150 000 \$ pour trois ans. Cette aide supplémentaire permettra aux conseils centraux de poursuivre efficacement leur travail de représentation des membres de la CSN sur leurs territoires respectifs.

Nous verserons ainsi près de 1,7 million de dollars de plus aux fédérations et aux conseils centraux que ce que nous aurions octroyé si nous avions appliqué les règles définies à la suite des travaux sur les services. Voilà notre troisième choix.

Les prestations de grève, de lock-out et de congédiement étant augmentées, l'ensemble des mesures de soutien financier destinées aux syndicats étant maintenu intégralement et les versements de péréquation n'étant pas réduits malgré la baisse des revenus de *per capita*, nous avons dû nous tourner vers d'autres postes budgétaires pour diminuer nos dépenses.

LES DÉPENSES

Au cours de cet exercice difficile, nous avons revu tous les autres postes budgétaires et nous avons tout analysé minutieusement. À la suite de cet examen, nous avons retenu et intégré plusieurs mesures de réduction des dépenses à la prévision budgétaire 2017-2020.

Ainsi, nous proposons une baisse significative des sommes allouées aux activités de solidarité internationale. Bien entendu, dans un contexte de mondialisation néolibérale, la CSN doit continuer à déployer son action au niveau international, mais nous devons encore mieux circonscrire nos priorités d'action.

Dans le même esprit, la prévision budgétaire comporte une diminution des sommes consacrées à notre visibilité institutionnelle et à nos publications régulières. De plus, à l'avenir, ces sommes seront regroupées sous une même rubrique, ce qui nous donnera une plus grande marge de manœuvre alors qu'il faudra repenser nos façons de communiquer, notamment avec les membres de nos syndicats.

Nous prévoyons aussi une diminution générale des frais de séjour et de déplacement, et ce, tant à la direction de la CSN que dans chacun des services confédéraux.

Nous proposons également une légère baisse des budgets dévolus aux comités et aux groupes de travail confédéraux.

Nous prévoyons aussi une diminution des budgets alloués à la tenue des conseils confédéraux; dorénavant, nous convoquerons les délégué-es pour des séances de deux jours plutôt que de trois. Cela se fera en nous assurant que le conseil confédéral, qui est l'autorité suprême de la CSN entre les congrès, puisse continuer à assumer ses responsabilités, notamment celles d'exécuter les mandats qui lui sont confiés par le congrès et de contribuer au développement du projet syndical et social de la CSN selon la ligne de décision du congrès.

Nous proposons de diminuer les sommes consacrées aux honoraires extérieurs versés par le Service juridique de la CSN, parfois amené à confier certains dossiers à l'extérieur, auprès de bureaux d'avocats avec lesquels nous partageons des valeurs communes.

Au Fonds de défense professionnelle, nous prévoyons une diminution des sommes consacrées aux campagnes sectorielles, régionales et confédérales. Notons ici que la diminution la plus importante affectera les campagnes confédérales. Nous continuons de penser que l'action syndicale ne doit pas se limiter uniquement à la négociation des conventions collectives et à la défense des griefs; nous devons aussi mener des batailles sur le terrain sociopolitique. Cela étant dit, nous devons repenser notre travail à cet égard et surtout mieux cibler nos priorités d'action.

Finalement, nous revoyons à la baisse nos prévisions quant aux moyennes hebdomadaires de prestations de grève, de lock-out et de congédiement pour activité syndicale. Notre prévision pour la moyenne hebdomadaire de prestations de grève et de lock-out passe de 550 à 475, tandis que celle pour les congédiements pour activité syndicale passe de 40 à 25.

Entendons-nous bien, nous modifions nos prévisions pour qu'elles soient plus près des tendances observées ces dernières années. Cela ne change en rien notre engagement envers les syndicats affiliés et leurs membres. La CSN versera des prestations de grève tant et aussi longtemps qu'il y aura des travailleuses et des travailleurs qui recourront à ce moyen indispensable pour améliorer leurs conditions de travail. La CSN versera des prestations aux travailleuses et aux travailleurs en lock-out ou congédiés pour activité syndicale tant et aussi longtemps qu'il y aura des patrons véreux qui les mettront à la rue ou qui exerceront des représailles à leur endroit.

Malheureusement, les mesures de réduction des dépenses identifiées ne suffisent pas. Nous avons donc dû trouver d'autres avenues d'économies, à défaut de quoi nous nous serions retrouvés avec un déficit insoutenable. C'est évidemment à grand regret que nous devons nous résoudre à revoir la structure de postes des salarié-es et à effectuer des coupes de postes à la direction de la CSN et dans les équipes des services confédéraux.

Cet examen des postes a aussi été réalisé dans la perspective de minimiser les conséquences des coupes sur les syndicats et les services qui leur sont offerts par la CSN.

LES COUPES ET LE REDÉPLOIEMENT DES POSTES

Voilà pourquoi nous proposons, simultanément à des coupes de postes, un certain redéploiement de nos services afin de maintenir notre présence sur tout le territoire du Québec. Cela est particulièrement le cas du Service de syndicalisation où nous poursuivons la déconcentration amorcée à la suite des travaux du comité sur les services réalisés à l'issue du 63^e Congrès en 2011.

Au comité exécutif

D'abord, en ce qui a trait au comité exécutif, nous proposons l'abolition d'un des cinq postes d'adjointe ou d'adjoint politique ainsi qu'un des cinq postes d'employé-e de bureau.

Au Service d'appui aux mobilisations et à la vie régionale (SAMVR)

L'examen des postes au Service d'appui aux mobilisations et à la vie régionale revêt des particularités en raison du déploiement régional des salarié-es qui y travaillent.

On se rappellera que lors du dernier congrès de la CSN, il avait été résolu de former un comité pour étudier la question de l'équité interrégionale dans le déploiement des salarié-es de ce service. Les travaux réalisés ont conclu que, globalement, l'équité interrégionale était adéquate, à une exception près, la région de Québec Chaudière-Appalaches, où l'on avait relevé un manque de personnel à la mobilisation. En cours de mandat, le bureau confédéral a décidé de transférer trois conseillères ou conseillers syndicaux et une employée de bureau qui œuvraient à la défense des accidenté-es tout en étant rattachés au Service d'appui aux mobilisations et à la vie régionale de Québec, au module défense des accidenté-es du Service des relations du travail, mais en maintenant leur port d'attache à Québec.

Par la même occasion, le bureau confédéral a résolu de créer, sur une base temporaire, un quatrième poste de conseillère ou conseiller syndical au Ser-

vice d'appui aux mobilisations et à la vie régionale dans la région de Québec Chaudière-Appalaches, ainsi qu'un poste temporaire d'employé-e de bureau à la défense des accidenté-es du travail à Québec. La présente proposition budgétaire consacre que ces deux ajouts temporaires sont convertis en postes réguliers. Ainsi, dorénavant, il y aura quatre postes de conseillère ou conseiller syndical et un poste d'employé-e de bureau au SAMVR dans la région de Québec Chaudière-Appalaches.

L'équité interrégionale ayant été rétablie au cours du mandat 2014-2017, il faut nous assurer que les coupes et le redéploiement des postes auxquels notre nouvelle réalité nous contraint n'aient pas pour effet de créer à nouveau un déséquilibre que nous venons tout juste de corriger.

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, nous recommandons de retrancher un poste de conseillère ou conseiller syndical. Nous verrons un peu plus tard que cette abolition de poste sur ce territoire de service sera compensée par le déplacement d'un poste de conseillère ou conseiller syndical du Service de syndicalisation dans cette région.

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean pourra donc compter sur deux conseillères ou conseillers syndicaux et sur une employée ou un employé de bureau au SAMVR. L'employé-e de bureau sera toutefois appelé à soutenir le travail d'une conseillère ou d'un conseiller du Service de syndicalisation. Cela place le Conseil central du Saguenay-Lac-Saint-Jean dans une situation comparable à celle du Conseil central des Laurentides, qui regroupe un peu plus de membres, et à celle du Conseil central de Lanaudière qui, lui, en regroupe un peu moins.

Au Cœur du Québec, nous proposons d'abolir un poste de conseillère ou conseiller syndical ainsi que le poste d'employé-e de bureau à Drummondville pour lequel nous assumons la moitié des coûts, le reste étant assumé à parts égales par le Conseil central du Cœur du Québec et la Fédération de l'industrie manufacturière. Pour le poste d'employé-e de bureau à Trois-Rivières, nous assumerions dorénavant 75 % des coûts, alors que l'autre 25 % serait assumé par le conseil central qui, par ailleurs, réaliserait une écono-

mie équivalente en n'ayant plus à payer pour le poste d'employé-e de bureau aboli au SAMVR, à Drummondville. Là aussi, nous verrons plus loin que ces abolitions de postes sur le territoire de service du Cœur du Québec seront compensées par le déplacement de postes en provenance du module défense des accidenté-es du Service des relations du travail.

Par ces décisions, la région du Cœur du Québec pourrait compter sur deux conseillères ou conseillers syndicaux et sur 0,75 employé-e de bureau au Service d'appui aux mobilisations et à la vie régionale payés par la CSN. Ce conseil central se retrouvera donc dans la même situation que le Conseil central des Laurentides, qui regroupe un peu plus de membres, et que le Conseil central de Lanaudière qui, lui, en regroupe un peu moins.

Dans la région de la Montérégie, nous procéderions à une coupe de poste de conseillère ou conseiller syndical à Granby. Notons qu'il y a déjà des conseillères et des conseillers syndicaux à la mobilisation dans l'est de la Montérégie, soit à Sorel et à Saint-Hyacinthe. Là encore, cette perte d'un conseiller sur le territoire de service serait en quelque sorte compensée par le transfert d'une personne du Service de syndicalisation. Nous y reviendrons.

Toujours en Montérégie, nous abolirions les postes d'employé-e de bureau à Granby et à Saint-Hyacinthe pour lesquels nous assumons la moitié des coûts, l'autre moitié étant payée par la CSN-Construction qui a décidé, dans son plan de restructuration, de mettre fin à ses ententes de service avec la CSN. Nous couperions également le demi-poste d'employé-e de bureau à Valleyfield.

Avec cette restructuration, nous aurions quatre conseillères et conseillers syndicaux répartis sur le territoire de la Montérégie. Le travail de l'employé-e de bureau au SAMVR serait quant à lui concentré à Brossard, soit au siège social du conseil central, comme cela est le cas dans d'autres régions. Soulignons toutefois que le conseil central n'aurait plus à financer 25 % du poste d'employé-e de bureau, qui serait dorénavant entièrement pris en charge par la CSN.

Dans la région du Montréal métropolitain, nous retrancherions 2,5 postes de conseillère ou conseiller syndical et un poste d'employé-e de bureau. La région pourrait donc compter sur huit conseillères ou conseillers syndicaux et deux employé-es de bureau, ce qui, en comparaison avec d'autres régions, est équitable si l'on tient compte de l'étendue de certains territoires.

En Estrie, le conseil central n'aurait plus à assumer 25 % des coûts du poste de l'employé-e de bureau au SAMVR ; celle-ci devrait toutefois soutenir le travail d'une conseillère ou d'un conseiller syndical du Service de syndicalisation.

Enfin, nous proposons l'abolition d'un poste de conseillère ou conseiller syndical et d'un poste d'employé-e de bureau à l'équipe nationale du Service d'appui aux mobilisations et à la vie régionale.

Au Service de syndicalisation

Dans le cadre des travaux sur les services effectués en 2011 et en 2012, il avait été résolu de procéder à une certaine déconcentration du Service de syndicalisation. Nous avons ainsi déplacé des ressources de Montréal vers Terrebonne dans Lanaudière, Brossard en Montérégie et Drummondville au Cœur du Québec.

Nous proposons de poursuivre dans cette voie en déplaçant un premier poste de conseillère ou conseiller syndical de Montréal vers la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et un deuxième poste à Granby en Montérégie, étant entendu qu'une bonne partie du travail de ce dernier serait d'œuvrer au recrutement de nouveaux membres dans la région de l'Estrie avec l'appui de l'employé-e de bureau de cette région. Enfin, à Montréal, en sus des deux transferts, nous proposons d'abolir un poste de conseillère ou conseiller syndical et un poste d'employé-e de bureau.

Au total, nous aurions un poste de conseillère ou conseiller syndical en moins, mais la CSN serait toujours présente sur l'ensemble du territoire québécois, ce qui constitue un élément fondamental de notre attractivité et contribue à accroître notre

efficacité en matière de syndicalisation. Avec ce redéploiement du Service de syndicalisation, nous aurions un coordonnateur du service et six conseillères ou conseillers syndicaux œuvrant à Montréal, alors que neuf conseillères ou conseillers syndicaux travailleraient dans d'autres régions du Québec.

Au Service des relations du travail (SRT)

Au Service des relations du travail, nous suggérons d'abord l'abolition du poste d'employé-e de bureau au module avantages sociaux ainsi que la coupe d'un poste de conseillère ou conseiller syndical à la formation.

De plus, au congrès de 2011, nous avons instauré une équipe de soutien à la négociation auprès des fédérations; nous expérimentons alors une nouvelle formule. Après six années, les avis sont partagés quant à la nécessité de poursuivre cette expérience. À l'usage, on constate qu'une large part du travail des conseillères et conseillers syndicaux en appui à la négociation est de donner de la formation aux conseillères et conseillers des fédérations. C'est pourquoi nous proposons d'abolir deux des trois postes de conseillère ou conseiller syndical ainsi que le poste d'employé-e de bureau du module appui à la négociation. Le poste de conseillère ou conseiller syndical restant serait transféré au module formation du Service des ressources humaines. Ce module compte déjà trois conseillères et conseillers syndicaux assurant la formation des salarié-es de la CSN. Avec l'ajout d'une quatrième personne, nous comptons augmenter notre cohérence et notre efficacité en matière de formation des salarié-es.

Toujours au Service des relations du travail, au module prévention, nous recommandons d'abolir un des deux postes de conseillère ou conseiller syndical à l'environnement ainsi que celui d'ergonome. Nous devons donc réfléchir à une réorganisation du travail afin de nous assurer que les travaux nécessitant une expertise en ergonomie puissent tout de même être réalisés par ce module.

Enfin, du côté du module défense des accidenté-es, nous estimons qu'il devrait y avoir moins de dossiers de lésions professionnelles pour les régions desservies à partir de l'Estrie et du Montréal métropolitain. Nous proposons donc de retrancher un poste de conseillère ou conseiller syndical à Montréal et un des deux postes en Estrie ainsi que le poste d'employé-e de bureau pour cette région. Nous proposons aussi un certain redéploiement.

Rappelons que les dossiers de défense des accidenté-es de la région du Cœur du Québec, qui s'étend jusqu'à La Tuque, au nord de la Mauricie, sont plaidés par les salarié-es du module dont le port d'attache est en Estrie. Nous proposons donc de déplacer le poste restant en Estrie vers le Cœur du Québec, à Drummondville. Deux raisons motivent ce choix. Premièrement, compte tenu du membership dans ces deux régions, il y a plus de dossiers à plaider au Cœur du Québec qu'en Estrie. Deuxièmement, l'emplacement de Drummondville est plus central, ce qui devrait contribuer à réduire les frais de séjour et de déplacement rattachés à ce poste. Par ailleurs, cela nous permettrait de maintenir un poste d'employé-e de bureau à Drummondville. La CSN continuerait donc d'assumer 50 % des coûts de ce poste et chercherait à conclure une entente de service avec une organisation affiliée pour que celui-ci en soit un à temps complet, et ce, sans que le Conseil central du Cœur du Québec soit appelé à contribuer financièrement pour son maintien.

Au Service des ressources humaines (SRH)

Au Service des ressources humaines, nous proposons de retrancher un poste d'employé-e de bureau, mais on rappelle qu'il y aurait un ajout, au module formation, d'une conseillère ou d'un conseiller syndical en provenance du module appui à la négociation du Service des relations du travail.

Au Service des communications

Au Service des communications, nous avons procédé, ces dernières années, à des ajouts de postes de webmestre, d'édimestre et de graphiste. Nous produisons beaucoup de capsules vidéo, ce qui nous permet d'être plus percutants dans nos messages et plus présents auprès de nos membres. Comme nous voulons continuer à aller de l'avant en ce sens, nous nous limitons à la coupe d'un poste d'employé-e de bureau du module imprimerie et distribution.

Au Service de l'administration

Au Service de l'administration, nous recommandons de ne pas pourvoir le poste présentement vacant de conseillère ou conseiller syndical à l'informatique. Notre nouvelle réalité entraîne toutefois l'ajout de quatre postes de préposé-es aux immeubles à Montréal. En effet, avec l'agrandissement du 1601, avenue De Lorimier, nous avons plus que doublé l'espace de cet immeuble ; ces postes supplémentaires sont donc nécessaires. Cependant, ceux-ci sont, à toutes fins utiles, autofinancés, car à l'avenir, nous n'aurons plus à assumer des coûts de loyers extérieurs à Montréal, lesquels incluaient des frais de ménage et d'entretien. De plus, nous connaissons une augmentation notable de nos revenus de loyers, toutes les fédérations ayant réintégré le 1601, avenue De Lorimier.

LE CALENDRIER DE REDÉPLOIEMENT

Nous visons à ce que ces coupes de postes soient effectives au plus tard le 1^{er} octobre 2017 ; elles seraient donc en vigueur pour les 29 derniers mois de l'exercice financier débuté le 1^{er} mars 2017 et se terminant le 29 février 2020.

Évidemment, nous faisons tout ce que nous pouvons pour coordonner nos travaux avec ceux des fédérations aussi appelées à revoir l'organisation de leurs ressources, le tout afin de limiter les conséquences négatives de trop nombreux mouvements de personnel sur la stabilité des services offerts aux syndicats, aux fédérations et aux conseils centraux. Ce travail se réalise d'ailleurs en étroite collaboration avec le Syndicat des travailleuses et des travailleurs de la CSN.

TABLEAU-SYNTHÈSE DES COUPES ET DU REDÉPLOIEMENT DES POSTES

| DIRECTION | |
|--|--|
| Comité exécutif | - 1 adjointe ou adjoint politique - 1 EB |
| APPUI AUX MOBILISATIONS ET À LA VIE RÉGIONALE | |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | - 1 CS (EB en appui à une ou un CS à la syndicalisation) |
| Cœur du Québec | - 1 CS - 0,5 EB – Drummondville (transfert au SRT-défense) - 0,25 EB – Trois-Rivières (transfert au conseil central) |
| Montréal | - 1 CS – Granby (transfert à la syndicalisation) - 0,5 EB – Granby - 0,5 EB – Saint-Hyacinthe - 0,5 EB – Valleyfield + 0,25 EB – Brossard |
| Montréal métropolitain | - 2,5 CS - 1 EB |
| Estrie | + 0,25 EB (en appui à une ou un CS à la syndicalisation) |
| Équipe nationale | - 1 CS - 1 EB |
| SYNDICALISATION | |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | + 1 CS (en provenance de Montréal) |
| Montréal | + 1 CS – Granby (en provenance de Montréal) Desservira aussi l'Estrie et sera soutenu par l'EB SAMVR Estrie |
| Montréal métropolitain | - 3 CS (2 transferts : Saguenay–Lac-Saint-Jean et Granby) - 1 EB |
| RELATIONS DU TRAVAIL | |
| Avantages sociaux | - 1 EB |
| Formation | - 1 CS |
| Appui à la négociation | - 3 CS (1 transfert au SRH-formation) - 1 EB |
| Prévention | - 1 CS – Environnement - 1 CS – Ergonomie |
| Défense des accidenté-es | - 1 CS – Montréal - 2 CS – Estrie (1 transfert à Drummondville) - 1 EB – Estrie + 1 CS – Drummondville (en provenance de l'Estrie) + 0,5 EB – Drummondville (en provenance du SAMVR) |
| RESSOURCES HUMAINES | |
| | + 1 CS – Formation (en provenance du SRT-appui à la négo) - 1 EB |
| COMMUNICATIONS | |
| Imprimerie et distribution | - 1 EB |
| ADMINISTRATION | |
| Informatique | - 1 CS |
| Immeubles (ajout) | + 4 préposé-es aux immeubles – Montréal |

Malgré toutes les mesures d'économies déjà identifiées et les malheureuses coupes de postes, nous nous retrouvons tout de même avec un déficit aux résultats cumulatifs de nos trois fonds : le budget de fonctionnement, le Fonds de défense professionnelle et le Fonds de soutien extraordinaire. En effet, à ces trois fonds combinés, nous prévoyons des revenus de *per capita* de 241 571 878 \$ et des revenus d'intérêts de 2 400 000 \$, pour des revenus totaux de 243 971 878 \$. Les dépenses anticipées sont de 249 992 731 \$, ce qui occasionne un déficit de 6 020 853 \$. Une partie de ce déficit s'explique par le fait que les économies se réaliseront pour la plupart à compter du 1^{er} octobre 2017, alors que nos revenus ont commencé à décroître significativement depuis le mois d'avril dernier, à la suite des résultats du scrutin dans le réseau de la santé et des services sociaux.

RÉSULTATS CUMULATIFS

| | | |
|--|-----------------------|-----------------------|
| REVENUS | | 243 971 878 \$ |
| PER CAPITA | 241 571 878 \$ | |
| INTÉRÊTS | 2 400 000 \$ | |
| DÉPENSES | | 249 992 731 \$ |
| EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS | | (6 020 853 \$) |

Nous estimons toutefois qu'il s'agit d'un déficit soutenable à court terme. Il faudra néanmoins nous assurer d'un suivi extrêmement serré de la situation financière de la CSN.

Voyons maintenant comment cette prévision de revenus et de dépenses se répartit dans les trois fonds de la CSN.

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Au budget de fonctionnement, nous prévoyons recevoir des revenus de *per capita* pour un montant de 160 886 871 \$ et des intérêts de 200 000 \$, pour des revenus totaux de 161 086 871 \$. Des dépenses de 167 211 625 \$ sont anticipées, ce qui occasionne un déficit de 6 124 754 \$.

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

| | | |
|--|-----------------------|-----------------------|
| REVENUS | | 161 086 871 \$ |
| PER CAPITA | 160 886 871 \$ | |
| INTÉRÊTS | 200 000 \$ | |
| DÉPENSES | | 167 211 625 \$ |
| EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS | | (6 124 754 \$) |

LE FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

Au Fonds de défense professionnelle, nous escomptons des revenus de *per capita* de 72 471 563 \$ et des revenus d'intérêts de 2 000 000 \$, pour des revenus totaux de 74 471 563 \$. Des dépenses de 82 781 106 \$ sont prévues, ce qui occasionne un déficit de 8 309 543 \$.

FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

| REVENUS | | 74 471 563 \$ |
|--|---------------|-----------------------|
| PER CAPITA | 72 471 563 \$ | |
| INTÉRÊTS | 2 000 000 \$ | |
| DÉPENSES | | 82 781 106 \$ |
| EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS | | (8 309 543 \$) |

LE FONDS DE SOUTIEN EXTRAORDINAIRE

Finalement, pour ce qui est du Fonds de soutien extraordinaire, nous prévoyons recevoir des *per capita* de 8 213 444 \$ et des revenus d'intérêts de 200 000 \$, pour des revenus totaux de 8 413 444 \$.

FONDS DE SOUTIEN EXTRAORDINAIRE

| REVENUS | | 8 413 444 \$ |
|--|--------------|---------------------|
| PER CAPITA | 8 213 444 \$ | |
| INTÉRÊTS | 200 000 \$ | |
| DÉPENSES | | ----- \$ |
| EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS | | 8 413 444 \$ |

Évidemment, même si nous n'avons pour l'instant inscrit aucune dépense au Fonds de soutien extraordinaire, il est évident, compte tenu de notre situation financière, que celui-ci sera appelé à soutenir l'un ou l'autre des deux autres fonds au cours du prochain mandat.

EN CONCLUSION

CAMARADES DÉLÉGUÉ-ES,

Si la confection de la proposition budgétaire d'une organisation comme la CSN est toujours un exercice délicat, la confection de celle qui vous est présentée aujourd'hui a été des plus exigeantes.

Notre centrale a vécu, au cours des derniers mois, un choc tel qu'elle n'en avait pas connu depuis fort longtemps. Nous l'avons dit, pour la première fois de son histoire récente, la CSN fait face à une décroissance de ses revenus. Cette nouvelle réalité nous force à présenter un budget pour l'exercice 2017-2020 comportant des prévisions de revenus inférieures à celles contenues dans la proposition budgétaire pour l'exercice 2014-2017.

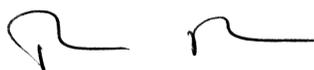
Dans un tel contexte, les coupes sont, bien sûr, inévitables. Mais la CSN n'est pas le genre d'organisation à s'engager dans un exercice où le seul but serait l'atteinte de l'équilibre budgétaire. En effet, chez nous, il ne saurait être question d'opérer des coupes sans autre perspective que celle de présenter un budget équilibré.

Dans ce sens, notre proposition budgétaire est une proposition résolument CSN, une proposition qui comporte, certes, des choix difficiles, mais une proposition qui repose sur une vision claire des priorités de notre centrale, à savoir soutenir encore mieux les travailleuses et les travailleurs en conflit, continuer d'appuyer l'action de nos syndicats dans tous les secteurs et épauler nos fédérations et nos conseils centraux dans leur travail auprès des syndicats et dans leurs champs d'intervention respectifs.

C'est avec ces priorités en tête que nous proposons, pour le prochain exercice, de maintenir l'ensemble des nouvelles mesures de soutien financier ainsi que les bonifications apportées aux politiques existantes adoptées à la suite des travaux sur les services, et ce, qu'elles visent les syndicats, les fédérations ou les conseils centraux. C'est aussi avec ces priorités en tête que nous avons revu le déploiement de nos ressources.

La CSN se trouve à un moment charnière de son histoire. Cela commande que nous prenions un peu de recul afin de bien mesurer ce qui vient de nous arriver, tout en conservant intacte notre capacité de nous projeter en avant et de concevoir la CSN de demain.

Avec la proposition budgétaire qui vous est présentée ici, malgré le contexte difficile dans lequel elle a été élaborée et les mesures douloureuses qu'elle comporte, je considère que la CSN et ses affiliés se donnent, comme ils le font depuis bientôt 100 ans, les moyens de voir loin et de viser juste !



Pierre Patry
Trésorier de la CSN

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET CUMULATIF 2017-2020

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

FONDS DE SOUTIEN EXTRAORDINAIRE

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET CUMULATIF 2017-2020

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|--|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| PRODUITS | | | | |
| Per capita | 252 895 136 | 252 895 136 | 248 572 641 | 241 571 878 |
| Intérêts et divers | 2 800 000 | 2 800 000 | 3 041 553 | 2 400 000 |
| | <u>255 695 136</u> | <u>255 695 136</u> | <u>251 614 194</u> | <u>243 971 878</u> |
| CHARGES | | | | |
| Direction - p. 5 | 45 489 810 | 46 301 684 | 44 067 796 | 44 324 915 |
| Syndicalisation - p. 6 | 20 753 205 | 27 757 927 | 29 692 974 | 21 970 453 |
| Relations du travail - p.7 | 35 367 336 | 35 292 906 | 34 480 558 | 34 471 381 |
| Communications - p. 8 | 9 725 349 | 9 969 720 | 9 606 340 | 10 296 912 |
| Appui aux mobilisations et à la vie régionale - p.9 | 34 416 422 | 34 924 131 | 35 734 924 | 31 047 001 |
| Administration - p. 10 | 24 118 554 | 24 045 872 | 23 296 261 | 25 100 963 |
| Appui aux luttes - p. 12 | 40 010 000 | 40 010 000 | 27 258 242 | 37 904 000 |
| Appui à la négociation - p. 12 | 39 245 202 | 39 390 964 | 39 181 803 | 40 073 106 |
| Appui à nos revendications - p. 12 | 6 630 000 | 6 630 000 | 8 335 667 | 4 804 000 |
| Créances douteuses recouvrées - p. 12 et 17 | - | - | (9 397) | - |
| | <u>255 755 878</u> | <u>264 323 204</u> | <u>251 645 168</u> | <u>249 992 731</u> |
| EXCÉDENT(INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES | <u>(60 742)</u> | <u>(8 628 068)</u> | <u>(30 974)</u> | <u>(6 020 853)</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| PRODUITS | | | | |
| Per capita | 168 723 477 | \$ 168 723 477 | \$ 166 134 122 | \$ 160 886 871 |
| Transfert du Fonds de soutien extraordinaire | - | 24 000 000 | 24 000 000 | |
| Intérêts et divers | 500 000 | 500 000 | 437 716 | 200 000 |
| | <u>169 223 477</u> | <u>193 223 477</u> | <u>190 571 838</u> | <u>161 086 871</u> |
| CHARGES | | | | |
| Direction - p. 5 | 45 489 810 | 46 301 684 | 44 067 796 | 44 324 915 |
| Syndicalisation - p. 6 | 20 753 205 | 27 757 927 | 29 692 974 | 21 970 453 |
| Relations du travail - p. 7 | 35 367 336 | 35 292 906 | 34 480 558 | 34 471 381 |
| Communications - p. 8 | 9 725 349 | 9 969 720 | 9 606 340 | 10 296 912 |
| Appui aux mobilisations et à la vie régionale - p. 9 | 34 416 422 | 34 924 131 | 35 734 924 | 31 047 001 |
| Administration - p. 10 | 24 118 554 | 24 045 872 | 23 296 261 | 25 100 963 |
| | <u>169 870 676</u> | <u>178 292 240</u> | <u>176 878 853</u> | <u>167 211 625</u> |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES | <u>(647 199)</u> | <u>\$ 14 931 237</u> | <u>\$ 13 692 985</u> | <u>\$ (6 124 754)</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

CHARGES - DIRECTION

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|--|----------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| DIRECTION | | | | |
| Comité exécutif et personnel d'appui - p. 19 | 11 182 951 \$ | 11 428 387 \$ | 11 532 780 \$ | 10 177 418 \$ |
| Contrôle - p. 20 | 545 272 | 560 676 | 546 568 | 598 555 |
| Administration du FDP - p. 20 | 554 166 | 569 570 | 583 957 | 625 377 |
| Gestion des immeubles - p. 20 | 548 162 | 563 566 | 525 820 | 587 013 |
| Ressources humaines - p. 21 | 8 543 679 | 8 714 831 | 8 797 467 | 9 440 028 |
| Juridique - p. 22 | 7 366 194 | 7 564 866 | 7 256 524 | 7 227 812 |
| UCCO-SACC-CSN - p. 23 | 8 567 386 | 8 717 788 | 8 117 211 | 8 440 712 |
| Bureau confédéral | 390 000 | 390 000 | 333 374 | 300 000 |
| Conseil confédéral | 2 100 000 | 2 100 000 | 1 842 242 | 1 350 000 |
| Congrès | 2 200 000 | 2 200 000 | 2 012 209 | 3 000 000 |
| Comités et groupes de travail - p. 24 | 1 730 000 | 1 730 000 | 1 235 355 | 1 266 000 |
| Fondation pour l'aide aux travailleuses et travailleurs accidentés | 150 000 | 150 000 | 154 167 | |
| Fête du 8 mars | 200 000 | 200 000 | 121 270 | 200 000 |
| Fête du 1er mai | 200 000 | 200 000 | 129 669 | 200 000 |
| Commémoration du 28 avril | 200 000 | 200 000 | 28 543 | 200 000 |
| Fierté gaie | 12 000 | 12 000 | 8 012 | 12 000 |
| Solidarité internationale : | | | | |
| Affiliation internationale | 350 000 | 350 000 | 323 573 | 350 000 |
| Activités de solidarité | 650 000 | 650 000 | 519 055 | 350 000 |
| | <u>45 489 810 \$</u> | <u>46 301 684 \$</u> | <u>44 067 796 \$</u> | <u>44 324 915 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

CHARGES - SYNDICALISATION

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|----------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| SYNDICALISATION | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 15 conseillères et conseillers syndicaux (16) | | | | |
| 4 employé-es de bureau (5) | 6 651 553 \$ | 7 354 038 \$ | 7 737 174 \$ | 6 071 930 \$ |
| Avantages sociaux | 2 881 451 | 3 237 764 | 3 536 353 | 2 483 648 |
| Formation continue | 66 516 | 73 540 | 7 808 | 60 719 |
| Séjour et déplacement | 800 000 | 755 556 | 961 807 | 723 990 |
| Loyer | 793 339 | 793 339 | 776 814 | 964 586 |
| Téléphone | 171 544 | 171 544 | 171 677 | 115 380 |
| Informatique | 138 802 | 122 146 | 176 202 | 180 200 |
| Dépenses de bureau | 150 000 | 150 000 | 178 105 | 150 000 |
| | <u>11 653 205</u> | <u>12 657 927</u> | <u>13 545 940</u> | <u>10 750 453</u> |
| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| Organisation | 3 500 000 | 7 514 800 | 9 920 991 | 5 000 000 |
| Audition avant accréditation | 50 000 | 50 000 | 11 986 | 20 000 |
| Négociation | 800 000 | 800 000 | 609 753 | 700 000 |
| Consolidation | 2 500 000 | 4 285 200 | 2 544 199 | 3 000 000 |
| Frais juridiques | 1 200 000 | 1 400 000 | 1 640 576 | 1 400 000 |
| Retour fédérations sur cotisations des nouveaux syndicats affiliés | 400 000 | 400 000 | 325 186 | 400 000 |
| Autres charges | 650 000 | 650 000 | 1 094 343 | 700 000 |
| | <u>9 100 000</u> | <u>15 100 000</u> | <u>16 147 034</u> | <u>11 220 000</u> |
| | <u>20 753 205 \$</u> | <u>27 757 927 \$</u> | <u>29 692 974 \$</u> | <u>21 970 453 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

CHARGES - RELATIONS DU TRAVAIL

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|--------------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| RELATIONS DU TRAVAIL | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 38,5 conseillères et conseillers syndicaux (46,5) | | | | |
| 13,5 employé-es de bureau (16) | | | | |
| | 16 738 276 | 16 683 542 | 16 805 076 | 16 288 435 |
| Avantages sociaux | 7 252 993 | 7 365 845 | 7 719 902 | 6 696 714 |
| Formation continue | 167 383 | 166 835 | 98 459 | 162 884 |
| Séjour et déplacement | 1 700 000 | 1 591 489 | 1 572 560 | 1 650 000 |
| Loyer | 2 670 729 | 2 670 729 | 2 701 002 | 3 510 250 |
| Téléphone | 298 876 | 298 876 | 248 568 | 252 938 |
| Informatique | 364 079 | 340 590 | 397 360 | 335 160 |
| Documentation | 100 000 | 100 000 | 93 989 | 100 000 |
| Charges de bureau | 400 000 | 400 000 | 332 467 | 350 000 |
| | <u>29 692 336</u> | <u>29 617 906</u> | <u>29 969 383</u> | <u>29 346 381</u> |
| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| Recherche | 450 000 | 450 000 | 723 719 | 600 000 |
| Appui à la négociation | 450 000 | 450 000 | 197 738 | 200 000 |
| Appui à l'arbitrage | 400 000 | 400 000 | 420 988 | 500 000 |
| Formation | 1 100 000 | 1 100 000 | 503 935 | 700 000 |
| Santé-sécurité | 2 400 000 | 2 400 000 | 1 969 727 | 2 200 000 |
| Condition féminine | 125 000 | 125 000 | 14 275 | 125 000 |
| Analyses d'entreprises | 750 000 | 750 000 | 680 793 | 800 000 |
| | <u>5 675 000</u> | <u>5 675 000</u> | <u>4 511 175</u> | <u>5 125 000</u> |
| | <u><u>35 367 336</u></u> | <u><u>35 292 906</u></u> | <u><u>34 480 558</u></u> | <u><u>34 471 381</u></u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

CHARGES - COMMUNICATIONS

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|--|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| COMMUNICATIONS | | | | |
| 1 direction | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 12 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 4,5 employé-es de bureau (5,5) | | | | |
| 2 employé-es à l'imprimerie | | | | |
| Information - documentation - p. 25 | 9 699 952 \$ | 9 856 407 \$ | 9 882 040 \$ | 9 992 057 \$ |
| Imprimerie - distribution - p. 26 | 25 397 | 113 313 | (275 700) | 304 855 |
| | <u>9 725 349 \$</u> | <u>9 969 720 \$</u> | <u>9 606 340 \$</u> | <u>10 296 912 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

CHARGES - APPUI AUX MOBILISATIONS ET À LA VIE RÉGIONALE

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|--|----------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| APPUI AUX MOBILISATIONS ET À LA VIE RÉGIONALE | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 40 conseillères et conseillers syndicaux (46,5) | | | | |
| 14,62 employé-es de bureau (18,37) | | | | |
| Équipe nationale - p. 27 | 4 798 534 \$ | 4 606 344 \$ | 4 815 242 \$ | 4 055 266 \$ |
| Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine - p. 27 | 1 511 755 | 1 552 950 | 1 595 002 | 1 745 815 |
| Bas-Saint-Laurent - p. 28 | 1 536 718 | 1 570 547 | 1 521 190 | 1 626 571 |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean - p. 28 | 1 951 789 | 1 998 056 | 2 115 793 | 1 646 969 |
| Québec–Chaudière-Appalaches - p. 29 | 3 829 977 | 3 922 510 | 4 539 688 | 2 569 209 |
| Cœur-du-Québec - p. 29 | 2 361 331 | 2 414 314 | 2 302 275 | 1 710 124 |
| Estrie - p. 30 | 1 257 834 | 1 289 424 | 1 321 984 | 1 413 555 |
| Montréal métropolitain - p. 30 | 6 162 142 | 6 319 597 | 6 197 560 | 5 599 426 |
| Laurentides - p. 31 | 1 356 502 | 1 388 092 | 1 402 243 | 1 416 056 |
| Lanaudière - p. 31 | 1 301 870 | 1 333 460 | 1 380 743 | 1 385 466 |
| Montérégie - p. 32 | 3 662 053 | 3 744 389 | 3 616 616 | 2 979 501 |
| Outaouais - p. 32 | 1 344 129 | 1 375 002 | 1 459 651 | 1 442 346 |
| Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec - p. 33 | 1 732 230 | 1 766 059 | 1 871 238 | 1 778 781 |
| Côte-Nord - p. 33 | 1 609 558 | 1 643 387 | 1 595 699 | 1 677 916 |
| | <u>34 416 422 \$</u> | <u>34 924 131 \$</u> | <u>35 734 924 \$</u> | <u>31 047 001 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

CHARGES - ADMINISTRATION

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|--|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| ADMINISTRATION | | | | |
| 1 comptable | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 9 conseillères et conseillers syndicaux (10) | | | | |
| 11 employé-es de bureau | | | | |
| 6 techniciens | | | | |
| 1 préposé-e à la maintenance | | | | |
| 12 préposé-es aux immeubles (8) | | | | |
| | | | | |
| Finances - p. 34 | 7 591 148 | \$ 7 607 654 | \$ 7 084 847 | \$ 7 771 266 |
| Informatique - p. 35 | 7 823 517 | 7 792 440 | 9 320 338 | 9 513 391 |
| Immeuble de Montréal - p. 36 | 5 251 064 | 5 172 656 | 2 604 338 | 3 483 013 |
| Immeuble de Québec - p. 37 | 1 202 825 | 1 223 122 | 1 031 395 | 1 187 793 |
| | <u>21 868 554</u> | <u>21 795 872</u> | <u>20 040 918</u> | <u>21 955 463</u> |
| | | | | |
| Charges administratives | | | | |
| Amortissement du mobilier | 300 000 | 300 000 | 319 566 | 500 000 |
| Audit des états financiers | 190 000 | 190 000 | 241 448 | 200 000 |
| Assurances diverses | 160 000 | 160 000 | 137 426 | 145 500 |
| Aide aux syndicats provinciaux | 1 600 000 | 1 600 000 | 2 556 903 | 2 300 000 |
| | <u>2 250 000</u> | <u>2 250 000</u> | <u>3 255 343</u> | <u>3 145 500</u> |
| | <u>24 118 554</u> | <u>\$ 24 045 872</u> | <u>\$ 23 296 261</u> | <u>\$ 25 100 963</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

BUDGET 2017-2020

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

BUDGET 2017-2020

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| PRODUITS | | | | |
| Per capita | 75 598 116 | 75 598 116 | 74 010 727 | 72 471 563 |
| Intérêts et divers | 1 800 000 | 1 800 000 | 2 184 238 | 2 000 000 |
| | <u>77 398 116</u> | <u>77 398 116</u> | <u>76 194 965</u> | <u>74 471 563</u> |
| CHARGES | | | | |
| APPUI AUX LUTTES | | | | |
| Prestations de grève | 21 450 000 | 21 450 000 | 6 426 235 | 19 858 800 |
| Prestations de suspension et de congédiement pour activité syndicale | 1 560 000 | 1 560 000 | (207 602) | 1 045 200 |
| Dépenses de congédiement | 500 000 | 500 000 | 4 926 | - |
| Frais juridiques | 2 500 000 | 2 500 000 | 2 658 467 | 2 700 000 |
| Dépenses de mobilisation | 11 000 000 | 11 000 000 | 14 478 613 | 11 500 000 |
| Allocations aux syndicats pour dépenses de grève | 800 000 | 800 000 | 2 436 461 | 1 200 000 |
| Dépenses de fermetures et de maintien des emplois | 2 200 000 | 2 200 000 | 1 461 142 | 1 600 000 |
| | <u>40 010 000</u> | <u>40 010 000</u> | <u>27 258 242</u> | <u>37 904 000</u> |
| APPUI À LA NÉGOCIATION | | | | |
| Péréquations - p. 13 | 23 772 143 | 23 772 143 | 23 772 143 | 24 399 798 |
| Négociations regroupées et locales -p.14 | 15 473 059 | 15 618 821 | 15 409 660 | 15 673 308 |
| | <u>39 245 202</u> | <u>39 390 964</u> | <u>39 181 803</u> | <u>40 073 106</u> |
| APPUI À NOS REVENDICATIONS - p. 15 | | | | |
| | <u>6 630 000</u> | <u>6 630 000</u> | <u>8 335 667</u> | <u>4 804 000</u> |
| CRÉANCES DOUTEUSES RECOUVRÉES | | | | |
| | <u>-</u> | <u>-</u> | <u>(8 487)</u> | <u>-</u> |
| | <u>85 885 202</u> | <u>86 030 964</u> | <u>74 767 225</u> | <u>82 781 106</u> |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES | | | | |
| | <u>(8 487 086)</u> | <u>(8 632 848)</u> | <u>1 427 740</u> | <u>(8 309 543)</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

BUDGET 2017-2020

CHARGES - APPUI À LA NÉGOCIATION

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| PÉRÉQUATIONS | | | | |
| PÉRÉQUATION FÉDÉRALE | | | | |
| Fédération de la CSN-Construction | | | 4 095 000 | |
| Fédération du commerce | | | 9 792 625 | |
| FNEEQ | | | 195 808 | |
| Fédération des professionnelles | | | 141 619 | |
| FSSS | | | 1 768 140 | |
| FEESP | | | 1 712 983 | |
| Fédération industrie manufacturière | | | 3 049 087 | |
| Fédération nationale des communications | | | 2 005 300 | |
| | <u>22 760 562</u> | <u>22 760 562</u> | <u>22 760 562</u> | <u>23 217 891</u> |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| PÉRÉQUATION RÉGIONALE | | | | |
| Côte-Nord | | | 245 830 | |
| Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | | | 255 391 | |
| Outaouais | | | 51 607 | |
| Lanaudière | | | 40 580 | |
| Laurentides | | | 23 923 | |
| Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec | | | 235 196 | |
| Bas-Saint-Laurent | | | 56 409 | |
| Saguenay-Lac-St-Jean | | | 32 178 | |
| Estrie | | | 46 082 | |
| Cœur-du-Québec | | | 24 385 | |
| | <u>1 011 581</u> | <u>1 011 581</u> | <u>1 011 581</u> | <u>1 181 907</u> |
| | <u>23 772 143</u> | <u>23 772 143</u> | <u>23 772 143</u> | <u>24 399 798</u> |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

BUDGET 2017-2020

CHARGES - APPUI À LA NÉGOCIATION

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|--|----------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| NÉGOCIATIONS REGROUPÉES ET LOCALES | | | | |
| Secteur privé - regroupées | | | | |
| Publicité préventive | 250 000 \$ | 250 000 \$ | 449 345 \$ | 500 000 \$ |
| Réunions de coordination | 1 000 000 | 1 000 000 | 750 877 | 1 000 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 2 500 000 | 2 500 000 | 1 841 960 | 2 500 000 |
| Coordination négociations dans les fédérations | 1 000 000 | 1 000 000 | 265 358 | 1 000 000 |
| Sessions de formation de militantes et de militants | 300 000 | 300 000 | 417 245 | 500 000 |
| Secteur public - regroupées | | | | |
| Ressources d'appui - p. 39 | 5 973 059 | 6 118 821 | 5 896 823 | 4 973 308 |
| Publicité préventive | 500 000 | 500 000 | 493 743 | 500 000 |
| Réunion de coordination | 50 000 | 50 000 | 6 037 | 50 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 3 000 000 | 3 000 000 | 3 629 406 | 3 000 000 |
| Session de formation de militantes et de militants | 200 000 | 200 000 | 419 660 | 500 000 |
| Négociations locales | | | | |
| Publicité préventive | 100 000 | 100 000 | 126 137 | 150 000 |
| Sessions de formation de militantes et de militants | 600 000 | 600 000 | 1 113 069 | 1 000 000 |
| | <u>15 473 059 \$</u> | <u>15 618 821 \$</u> | <u>15 409 660 \$</u> | <u>15 673 308 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

BUDGET 2017-2020

CHARGES - APPUI À NOS REVENDEICATIONS

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| Dons de solidarité | 500 000 \$ | 500 000 \$ | 503 123 \$ | 500 000 \$ |
| Campagnes confédérales | 4 500 000 | 4 500 000 | 6 497 394 | 3 000 000 |
| Campagnes sectorielles | 1 350 000 | 1 350 000 | 1 127 997 | 1 080 000 |
| Campagnes régionales | 280 000 | 280 000 | 207 153 | 224 000 |
| | <u>6 630 000 \$</u> | <u>6 630 000 \$</u> | <u>8 335 667 \$</u> | <u>4 804 000 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

FONDS DE SOUTIEN EXTRAORDINAIRE

BUDGET 2017-2020

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

FONDS DE SOUTIEN EXTRAORDINAIRE

BUDGET 2017-2020

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|--|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| PRODUITS | | | | |
| Per capita | 8 573 543 | 8 573 543 | 8 427 792 | 8 213 444 |
| Intérêts | 500 000 | 500 000 | 419 599 | 200 000 |
| | <u>9 073 543</u> | <u>9 073 543</u> | <u>8 847 391</u> | <u>8 413 444</u> |
| CHARGES | | | | |
| Transfert au budget de fonctionnement | - | 24 000 000 | 24 000 000 | - |
| Créances douteuses recouvrées | - | - | (910) | - |
| | <u>-</u> | <u>24 000 000</u> | <u>23 999 090</u> | <u>-</u> |
| EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES | <u>9 073 543</u> | <u>(14 926 457)</u> | <u>(15 151 699)</u> | <u>8 413 444</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|-----------------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| COMITÉ EXÉCUTIF ET PERSONNEL D'APPUI | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 6 membres de l'exécutif | | | | |
| 4 adjointes et adjoints (5) | | | | |
| 4 employé-es de bureau (5) | 4 990 703 \$ | 5 103 721 \$ | 5 446 569 \$ | 5 028 016 \$ |
| Avantages sociaux | 2 013 690 | 2 144 978 | 2 261 325 | 2 065 247 |
| Formation continue | 49 907 | 51 037 | 17 943 | 50 280 |
| Séjour et déplacement | 1 500 000 | 1 500 000 | 1 064 609 | 926 770 |
| Loyer | 538 424 | 538 424 | 528 340 | 955 475 |
| Téléphone | 175 000 | 175 000 | 117 174 | 78 590 |
| Informatique | 115 227 | 115 227 | 130 873 | 113 040 |
| Charges de bureau | 200 000 | 200 000 | 157 596 | 160 000 |
| | <u>9 582 951</u> | <u>9 828 387</u> | <u>9 724 429</u> | <u>9 377 418</u> |
| Visibilité institutionnelle | 800 000 | 800 000 | 932 032 | - |
| Budget de fonctionnement | <u>800 000</u> | <u>800 000</u> | <u>876 319</u> | <u>800 000</u> |
| | <u>1 600 000</u> | <u>1 600 000</u> | <u>1 808 351</u> | <u>800 000</u> |
| | <u><u>11 182 951</u></u> \$ | <u><u>11 428 387</u></u> \$ | <u><u>11 532 780</u></u> \$ | <u><u>10 177 418</u></u> \$ |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|-----------------------|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| CONTRÔLE | | | | |
| Salaire : | | | | |
| 1 contrôlease | 335 406 \$ | 343 247 \$ | 339 390 \$ | 380 939 \$ |
| Avantages sociaux | 134 261 | 141 746 | 152 664 | 152 811 |
| Formation continue | 3 354 | 3 432 | 7 589 | 3 809 |
| Séjour et déplacement | 35 000 | 35 000 | 15 595 | 17 000 |
| Loyer | 21 105 | 21 105 | 20 808 | 32 466 |
| Téléphone | 6 968 | 6 968 | 3 634 | 4 970 |
| Informatique | 5 178 | 5 178 | 6 061 | 5 560 |
| Charges de bureau | 4 000 | 4 000 | 827 | 1 000 |
| | <u>545 272 \$</u> | <u>560 676 \$</u> | <u>546 568 \$</u> | <u>598 555 \$</u> |

ADMINISTRATION DU FDP

| | | | | |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Salaire : | | | | |
| 1 responsable de l'administration | 335 406 \$ | 343 247 \$ | 361 728 \$ | 380 939 \$ |
| Avantages sociaux | 134 261 | 141 746 | 148 787 | 152 811 |
| Formation continue | 3 354 | 3 432 | 160 | 3 809 |
| Séjour et déplacement | 40 000 | 40 000 | 44 633 | 40 000 |
| Loyer | 18 593 | 18 593 | 18 324 | 36 288 |
| Téléphone | 8 968 | 8 968 | 4 158 | 4 970 |
| Informatique | 9 584 | 9 584 | 6 063 | 5 560 |
| Charges de bureau | 4 000 | 4 000 | 104 | 1 000 |
| | <u>554 166 \$</u> | <u>569 570 \$</u> | <u>583 957 \$</u> | <u>625 377 \$</u> |

GESTION DES IMMEUBLES

| | | | | |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Salaire : | | | | |
| 1 responsable gestion des immeubles | 335 406 \$ | 343 247 \$ | 354 078 \$ | 380 939 \$ |
| Avantages sociaux | 134 261 | 141 746 | 125 021 | 152 811 |
| Formation continue | 3 354 | 3 432 | - | 3 809 |
| Séjour et déplacement | 40 000 | 40 000 | 16 097 | 20 000 |
| Loyer | 18 995 | 18 995 | 18 720 | 17 924 |
| Téléphone | 6 968 | 6 968 | 3 804 | 4 968 |
| Informatique | 5 178 | 5 178 | 6 238 | 5 562 |
| Charges de bureau | 4 000 | 4 000 | 1 862 | 1 000 |
| | <u>548 162 \$</u> | <u>563 566 \$</u> | <u>525 820 \$</u> | <u>587 013 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|--|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| RESSOURCES HUMAINES | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 1 direction | | | | |
| 3 agentes et agents du personnel | | | | |
| 4 conseillères et conseillers à la formation (3) | | | | |
| 7 employé-es de bureau (8) | 3 900 853 | 3 994 148 | 4 283 528 | 4 395 035 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Avantages sociaux | 1 688 816 | 1 765 741 | 1 943 702 | 1 868 754 |
| Formation continue | 39 009 | 39 941 | 36 327 | 43 950 |
| Séjour et déplacement | 300 000 | 300 000 | 257 051 | 301 070 |
| Loyer | 465 962 | 465 962 | 455 042 | 761 523 |
| Téléphone | 50 200 | 50 200 | 49 796 | 44 386 |
| Informatique | 137 039 | 137 039 | 391 829 | 115 310 |
| Charges de bureau | 150 000 | 150 000 | 104 364 | 110 000 |
| | 6 731 879 | 6 903 031 | 7 521 639 | 7 640 028 |
| Produits: | | | | |
| Coûts partagés | 1 800 000 | 1 800 000 | 1 944 408 | 2 100 000 |
| | 4 931 879 | 5 103 031 | 5 577 231 | 5 540 028 |
| | | | | |
| Relations de travail | 550 000 | 550 000 | 341 095 | 550 000 |
| Traitement des données | - | - | - | 350 000 |
| Renouvellement de la main-d'œuvre | 755 000 | 755 000 | 432 221 | 500 000 |
| Coûts de la convention collective | 700 000 | 700 000 | 876 862 | 900 000 |
| Coûts avantages sociaux futurs | 1 606 800 | 1 606 800 | 1 570 058 | 1 600 000 |
| | 3 611 800 | 3 611 800 | 3 220 236 | 3 900 000 |
| | 8 543 679 | 8 714 831 | 8 797 467 | 9 440 028 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| JURIDIQUE | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 18 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 8 employé-es de bureau | 7 343 889 | 7 447 037 | 7 387 414 | 7 830 971 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Avantages sociaux | 3 193 697 | 3 293 804 | 3 683 004 | 3 245 200 |
| Formation continue | 73 439 | 74 470 | 65 794 | 78 310 |
| Séjour et déplacement | 900 000 | 900 000 | 750 944 | 800 000 |
| Loyer | 1 087 907 | 1 087 907 | 1 118 802 | 1 487 765 |
| Téléphone | 163 624 | 163 624 | 123 018 | 115 310 |
| Informatique | 157 198 | 151 584 | 188 296 | 207 540 |
| Charges de bureau | 300 000 | 300 000 | 243 408 | 250 000 |
| | <u>13 219 754</u> | <u>13 418 426</u> | <u>13 560 680</u> | <u>14 015 096</u> |
| Honoraires extérieurs | 3 500 000 | 3 500 000 | 4 213 104 | 2 975 000 |
| Huissiers et autres services professionnels | 1 000 000 | 1 000 000 | 569 741 | 600 000 |
| Documentation | 350 000 | 350 000 | 383 219 | 800 000 |
| | <u>18 069 754</u> | <u>18 268 426</u> | <u>18 726 744</u> | <u>18 390 096</u> |
| Produits: | | | | |
| Facturation | 10 703 560 | 10 703 560 | 11 470 220 | 11 162 284 |
| | <u>7 366 194</u> | <u>7 564 866</u> | <u>7 256 524</u> | <u>7 227 812</u> |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| UCCO-SACC-CSN | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 7 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 4 employé-es de bureau | 3 279 951 \$ | 3 365 952 \$ | 3 349 541 \$ | 3 600 032 \$ |
| Avantages sociaux | 1 426 209 | 1 489 750 | 1 447 203 | 1 497 104 |
| Formation continue | 32 800 | 33 660 | 3 455 | 36 000 |
| Séjour et déplacement | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 102 745 | 1 200 000 |
| Loyer | 1 080 936 | 1 080 936 | 1 040 600 | 892 126 |
| Téléphone | 200 048 | 200 048 | 133 715 | 65 810 |
| Informatique | 77 442 | 77 442 | 91 589 | 107 640 |
| Charges de bureau | 220 000 | 220 000 | 241 271 | 230 000 |
| | <u>7 517 386</u> | <u>7 667 788</u> | <u>7 410 119</u> | <u>7 628 712</u> |
| Imprimerie expédition | 50 000 | 50 000 | 51 779 | 52 000 |
| Traduction | 50 000 | 50 000 | 26 077 | 30 000 |
| Comité de formation | 50 000 | 50 000 | 16 026 | 30 000 |
| Frais juridiques | 900 000 | 900 000 | 613 210 | 700 000 |
| | <u>8 567 386 \$</u> | <u>8 717 788 \$</u> | <u>8 117 211 \$</u> | <u>8 440 712 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|--|----------------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL | | | | |
| COMITÉS | | | | |
| Orientation | 5 000 \$ | 5 000 \$ | 4 523 \$ | 5 000 \$ |
| Juridiction | 15 000 | 15 000 | 4 298 | 10 000 |
| Surveillance | 75 000 | 75 000 | 60 872 | 61 000 |
| Condition féminine | 250 000 | 250 000 | 250 184 | 200 000 |
| Santé-sécurité | 250 000 | 250 000 | 62 330 | 200 000 |
| Environnement et développement durable | 150 000 | 150 000 | 26 154 | 50 000 |
| LGBT | 150 000 | 150 000 | 154 559 | 125 000 |
| Jeunes | 350 000 | 350 000 | 346 675 | 300 000 |
| Relations interculturelles | 150 000 | 150 000 | 23 005 | 50 000 |
| | <u>1 395 000</u> | <u>1 395 000</u> | <u>932 600</u> | <u>1 001 000</u> |
| GROUPES DE TRAVAIL | | | | |
| Inter-conseils centraux | 100 000 | 100 000 | 128 997 | 100 000 |
| Collectif international | 75 000 | 75 000 | 59 299 | 35 000 |
| Éducation | 20 000 | 20 000 | 7 146 | 10 000 |
| Santé et services sociaux | 20 000 | 20 000 | 4 987 | 10 000 |
| Réalités autochtones | 20 000 | 20 000 | 9 714 | 10 000 |
| Divers | 100 000 | 100 000 | 92 612 | 100 000 |
| | <u>335 000</u> | <u>335 000</u> | <u>302 755</u> | <u>265 000</u> |
| | <u><u>1 730 000</u></u> \$ | <u><u>1 730 000</u></u> \$ | <u><u>1 235 355</u></u> \$ | <u><u>1 266 000</u></u> \$ |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| INFORMATION - DOCUMENTATION | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 1 direction | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 10 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 3,5 employé-es de bureau | 4 623 346 | 4 714 774 | 4 727 776 | 4 648 471 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Avantages sociaux | 1 988 127 | 2 067 736 | 2 111 115 | 1 907 837 |
| Formation continue | 46 233 | 47 148 | 21 263 | 46 485 |
| Séjour et déplacement | 310 000 | 310 000 | 419 692 | 350 000 |
| Loyer | 843 772 | 843 772 | 768 087 | 959 869 |
| Téléphone | 122 024 | 122 024 | 115 903 | 84 275 |
| Informatique | 263 450 | 247 953 | 277 276 | 279 720 |
| Charges de bureau | 228 000 | 228 000 | 81 628 | 100 000 |
| | 8 424 952 | 8 581 407 | 8 522 740 | 8 376 657 |
| Publications et visibilité institutionnelle | 1 325 000 | 1 325 000 | 1 323 420 | 1 615 000 |
| Librairie | 50 000 | 50 000 | 29 401 | 50 000 |
| Abonnements et documentation | 50 000 | 50 000 | 122 969 | 65 400 |
| | 9 849 952 | 10 006 407 | 9 998 530 | 10 107 057 |
| Produits : | | | | |
| Facturation | 150 000 | 150 000 | 116 490 | 115 000 |
| | 9 699 952 | 9 856 407 | 9 882 040 | 9 992 057 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| IMPRIMERIE - DISTRIBUTION | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 1 employé-e de bureau (2) | | | | |
| 2 employé-es d'imprimerie | 1 363 160 | 1 418 087 | 1 423 042 | 1 341 060 |
| Avantages sociaux | 617 594 | 650 034 | 674 519 | 587 234 |
| Formation continue | 13 632 | 14 181 | - | 13 411 |
| Séjour et déplacement | 35 000 | 35 000 | 17 333 | 20 000 |
| Loyer | 561 469 | 561 469 | 548 172 | 772 990 |
| Téléphone | 21 884 | 21 884 | 16 599 | 16 880 |
| Informatique | 39 658 | 39 658 | 52 773 | 53 280 |
| Charges de bureau | 30 000 | 30 000 | 26 131 | 30 000 |
| | 2 682 397 | 2 770 313 | 2 758 569 | 2 834 855 |
| Matériel de reprographie | 2 000 000 | 2 000 000 | 1 924 690 | 2 000 000 |
| Location et entretien d'équipement | 200 000 | 200 000 | 69 474 | 100 000 |
| Matériel de distribution | 100 000 | 100 000 | 56 519 | 100 000 |
| Timbres et messageries | 2 300 000 | 2 300 000 | 2 764 920 | 2 500 000 |
| Préparation des envois | 225 000 | 225 000 | 53 446 | 225 000 |
| Travaux extérieurs | 2 000 000 | 2 000 000 | 1 947 166 | 2 000 000 |
| Amortissement des équipements | 18 000 | 18 000 | 29 291 | 45 000 |
| | 9 525 397 | 9 613 313 | 9 604 075 | 9 804 855 |
| Produits : | | | | |
| Facturation | | | | |
| | 9 500 000 | 9 500 000 | 9 879 775 | 9 500 000 |
| | 25 397 | 113 313 | (275 700) | 304 855 |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| ÉQUIPE NATIONALE | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 4 conseillères et conseillers syndicaux (5) | | | | |
| 1 employé-e de bureau (2) | 2 435 295 \$ | 2 371 135 \$ | 2 451 231 \$ | 1 912 933 \$ |
| Avantages sociaux | 1 050 192 | 1 042 671 | 1 080 355 | 780 401 |
| Formation continue | 24 353 | 23 711 | 4 234 | 19 129 |
| Séjour et déplacement | 800 000 | 685 714 | 832 976 | 587 220 |
| Loyer | 243 613 | 243 613 | 271 944 | 562 683 |
| Téléphone | 84 848 | 84 848 | 52 017 | 50 440 |
| Informatique | 50 233 | 44 652 | 52 608 | 62 460 |
| Charges de bureau | 60 000 | 60 000 | 55 457 | 60 000 |
| Charges diverses | 50 000 | 50 000 | 14 420 | 20 000 |
| | <u>4 798 534 \$</u> | <u>4 606 344 \$</u> | <u>4 815 242 \$</u> | <u>4 055 266 \$</u> |
| GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 1,7 employé-es de bureau | 932 413 \$ | 954 962 \$ | 859 640 \$ | 1 021 345 \$ |
| Avantages sociaux | 408 925 | 427 345 | 397 326 | 433 907 |
| Formation continue | 9 324 | 9 550 | 3 588 | 10 213 |
| Séjour et déplacement | 200 000 | 200 000 | 302 196 | 300 000 |
| Loyer | 123 210 | 123 210 | 89 684 | 124 625 |
| Téléphone | 42 944 | 42 944 | 20 338 | 10 945 |
| Informatique | 19 939 | 19 939 | 21 771 | 26 280 |
| Frais juridiques | 10 000 | 10 000 | 74 759 | 18 500 |
| Charges de bureau | 65 000 | 65 000 | 40 204 | 50 000 |
| | <u>1 811 755</u> | <u>1 852 950</u> | <u>1 809 506</u> | <u>1 995 815</u> |
| Produits : | | | | |
| Entente de services | 300 000 | 300 000 | 214 504 | 250 000 |
| | <u>1 511 755 \$</u> | <u>1 552 950 \$</u> | <u>1 595 002 \$</u> | <u>1 745 815 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| BAS-SAINT-LAURENT | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 1 employé-e de bureau | 785 652 \$ | 804 622 \$ | 781 797 \$ | 860 576 \$ |
| Avantages sociaux | 341 814 | 356 484 | 356 718 | 358 589 |
| Formation continue | 7 857 | 8 046 | 201 | 8 606 |
| Séjour et déplacement | 200 000 | 200 000 | 184 560 | 200 000 |
| Loyer | 102 126 | 102 126 | 78 421 | 102 150 |
| Téléphone | 36 508 | 36 508 | 18 398 | 18 110 |
| Informatique | 14 761 | 14 761 | 17 935 | 18 540 |
| Frais juridiques | 6 000 | 6 000 | 38 916 | 10 000 |
| Charges de bureau | 42 000 | 42 000 | 44 244 | 50 000 |
| | <u>1 536 718 \$</u> | <u>1 570 547 \$</u> | <u>1 521 190 \$</u> | <u>1 626 571 \$</u> |
| SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux (3) | | | | |
| 1 employé-e de bureau | 1 073 649 \$ | 1 099 548 \$ | 1 177 609 \$ | 921 914 \$ |
| Avantages sociaux | 464 002 | 484 111 | 548 284 | 382 991 |
| Formation continue | 10 736 | 10 995 | 616 | 9 219 |
| Séjour et déplacement | 175 000 | 175 000 | 166 694 | 131 670 |
| Loyer | 92 731 | 92 731 | 92 338 | 93 765 |
| Téléphone | 45 732 | 45 732 | 27 968 | 22 930 |
| Informatique | 19 939 | 19 939 | 20 264 | 24 480 |
| Frais juridiques | 15 000 | 15 000 | 41 572 | 10 000 |
| Charges de bureau | 55 000 | 55 000 | 40 448 | 50 000 |
| | <u>1 951 789 \$</u> | <u>1 998 056 \$</u> | <u>2 115 793 \$</u> | <u>1 646 969 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 4 conseillères et conseillers syndicaux (6) | | | | |
| 1 employé-e de bureau (2) | 2 147 298 \$ | 2 199 095 \$ | 2 200 608 \$ | 1 491 483 \$ |
| Avantages sociaux | 928 004 | 968 222 | 1 024 904 | 609 581 |
| Formation continue | 21 473 | 21 991 | 1 522 | 14 915 |
| Séjour et déplacement | 250 000 | 250 000 | 199 394 | 135 000 |
| Loyer | 142 040 | 142 040 | 138 459 | 139 530 |
| Téléphone | 81 284 | 81 284 | 36 882 | 27 720 |
| Informatique | 39 878 | 39 878 | 43 519 | 37 980 |
| Frais juridiques | 120 000 | 120 000 | 803 883 | 13 000 |
| Charges de bureau | 100 000 | 100 000 | 90 517 | 100 000 |
| | <u>3 829 977 \$</u> | <u>3 922 510 \$</u> | <u>4 539 688 \$</u> | <u>2 569 209 \$</u> |
| CŒUR-DU-QUÉBEC | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux (3) | | | | |
| 0,75 employé-e de bureau (1,5) | 1 230 893 \$ | 1 260 626 \$ | 1 209 562 \$ | 897 991 \$ |
| Avantages sociaux | 537 081 | 560 034 | 583 239 | 371 783 |
| Formation continue | 12 309 | 12 606 | - | 8 980 |
| Séjour et déplacement | 175 000 | 175 000 | 143 883 | 128 010 |
| Loyer | 193 595 | 193 595 | 191 303 | 197 355 |
| Téléphone | 98 108 | 98 108 | 60 040 | 30 025 |
| Informatique | 24 345 | 24 345 | 37 723 | 24 480 |
| Frais juridiques | 40 000 | 40 000 | 32 522 | 6 500 |
| Charges de bureau | 50 000 | 50 000 | 44 003 | 45 000 |
| | <u>2 361 331 \$</u> | <u>2 414 314 \$</u> | <u>2 302 275 \$</u> | <u>1 710 124 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| ESTRIE | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux 1 employé-e de bureau (0,75) | 733 238 \$ | 750 929 \$ | 758 232 \$ | 849 412 \$ |
| Avantages sociaux | 317 455 | 331 177 | 351 891 | 353 359 |
| Formation continue | 7 332 | 7 509 | 2 986 | 8 494 |
| Séjour et déplacement | 70 000 | 70 000 | 86 217 | 90 000 |
| Loyer | 53 104 | 53 104 | 48 809 | 53 970 |
| Téléphone | 20 944 | 20 944 | 13 269 | 10 940 |
| Informatique | 14 761 | 14 761 | 21 397 | 20 880 |
| Frais juridiques | 6 000 | 6 000 | 23 351 | 6 500 |
| Charges de bureau | 35 000 | 35 000 | 15 832 | 20 000 |
| | <u>1 257 834 \$</u> | <u>1 289 424 \$</u> | <u>1 321 984 \$</u> | <u>1 413 555 \$</u> |

MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

| | | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Salaires : | | | | |
| 8 conseillères et conseillers syndicaux (10,5) 2 employé-es de bureau (3) | 3 652 943 \$ | 3 741 031 \$ | 3 695 923 \$ | 3 180 970 \$ |
| Avantages sociaux | 1 575 288 | 1 643 774 | 1 713 108 | 1 301 089 |
| Formation continue | 36 529 | 37 410 | 4 167 | 31 810 |
| Séjour et déplacement | 375 000 | 375 000 | 286 731 | 209 720 |
| Loyer | 241 984 | 241 984 | 234 738 | 647 367 |
| Téléphone | 87 600 | 87 600 | 63 037 | 52 850 |
| Informatique | 81 298 | 81 298 | 91 718 | 82 620 |
| Frais juridiques | 31 500 | 31 500 | 45 282 | 13 000 |
| Charges de bureau | 80 000 | 80 000 | 62 856 | 80 000 |
| | <u>6 162 142 \$</u> | <u>6 319 597 \$</u> | <u>6 197 560 \$</u> | <u>5 599 426 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| LAURENTIDES | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux 0,75 employé-e de bureau | 733 238 \$ | 750 929 \$ | 763 508 \$ | 803 159 \$ |
| Avantages sociaux | 317 455 | 331 177 | 348 260 | 331 690 |
| Formation continue | 7 332 | 7 509 | 231 | 8 032 |
| Séjour et déplacement | 110 000 | 110 000 | 90 776 | 95 000 |
| Loyer | 75 208 | 75 208 | 79 717 | 91 195 |
| Téléphone | 23 508 | 23 508 | 21 008 | 22 900 |
| Informatique | 14 761 | 14 761 | 18 877 | 19 080 |
| Frais juridiques | 10 000 | 10 000 | 21 134 | 10 000 |
| Charges de bureau | 65 000 | 65 000 | 58 732 | 35 000 |
| | <u>1 356 502 \$</u> | <u>1 388 092 \$</u> | <u>1 402 243 \$</u> | <u>1 416 056 \$</u> |

LANAUDIÈRE

| | | | | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux 0,75 employé-e de bureau | 733 238 \$ | 750 929 \$ | 796 809 \$ | 803 159 \$ |
| Avantages sociaux | 317 455 | 331 177 | 380 950 | 331 690 |
| Formation continue | 7 332 | 7 509 | - | 8 032 |
| Séjour et déplacement | 94 000 | 94 000 | 88 569 | 95 000 |
| Loyer | 68 140 | 68 140 | 64 962 | 70 225 |
| Téléphone | 23 944 | 23 944 | 10 798 | 10 940 |
| Informatique | 14 761 | 14 761 | 19 794 | 21 420 |
| Frais juridiques | 8 000 | 8 000 | 1 564 | 10 000 |
| Charges de bureau | 35 000 | 35 000 | 17 297 | 35 000 |
| | <u>1 301 870 \$</u> | <u>1 333 460 \$</u> | <u>1 380 743 \$</u> | <u>1 385 466 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| MONTÉRÉGIE | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 4 conseillères et conseillers syndicaux (5) | | | | |
| 1 employé-e de bureau (2,25) | 1 911 716 \$ | 1 957 863 \$ | 1 947 751 \$ | 1 608 644 \$ |
| Avantages sociaux | 830 176 | 865 903 | 897 322 | 660 135 |
| Formation continue | 19 117 | 19 579 | 1 148 | 16 086 |
| Séjour et déplacement | 260 000 | 260 000 | 229 515 | 218 111 |
| Loyer | 292 223 | 292 223 | 285 277 | 267 870 |
| Téléphone | 125 308 | 125 308 | 95 795 | 43 235 |
| Informatique | 43 513 | 43 513 | 51 139 | 76 320 |
| Frais juridiques | 40 000 | 40 000 | 28 796 | 9 100 |
| Charges de bureau | 140 000 | 140 000 | 79 873 | 80 000 |
| | <u>3 662 053 \$</u> | <u>3 744 389 \$</u> | <u>3 616 616 \$</u> | <u>2 979 501 \$</u> |
| OUTAOUAIS | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 0,67 employé-e de bureau | 716 465 \$ | 733 748 \$ | 772 461 \$ | 784 785 \$ |
| Avantages sociaux | 309 660 | 323 078 | 329 935 | 323 082 |
| Formation continue | 7 165 | 7 337 | 885 | 7 848 |
| Séjour et déplacement | 110 000 | 110 000 | 152 635 | 130 000 |
| Loyer | 118 134 | 118 134 | 117 223 | 120 231 |
| Téléphone | 22 944 | 22 944 | 19 878 | 13 320 |
| Informatique | 14 761 | 14 761 | 18 864 | 19 080 |
| Frais juridiques | 15 000 | 15 000 | 23 910 | 14 000 |
| Charges de bureau | 30 000 | 30 000 | 23 860 | 30 000 |
| | <u>1 344 129 \$</u> | <u>1 375 002 \$</u> | <u>1 459 651 \$</u> | <u>1 442 346 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| ABITIBI-TÉMISCAMINGUE-NORD-DU-QUÉBEC | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 1 employé-e de bureau | 785 652 \$ | 804 622 \$ | 916 534 \$ | 860 576 \$ |
| Avantages sociaux | 341 814 | 356 484 | 384 740 | 358 589 |
| Formation continue | 7 857 | 8 046 | 40 | 8 606 |
| Séjour et déplacement | 275 000 | 275 000 | 293 300 | 275 000 |
| Loyer | 181 202 | 181 202 | 185 609 | 184 885 |
| Téléphone | 70 944 | 70 944 | 34 660 | 21 745 |
| Informatique | 14 761 | 14 761 | 18 379 | 20 880 |
| Frais juridiques | 10 000 | 10 000 | 8 745 | 18 500 |
| Charges de bureau | 45 000 | 45 000 | 29 231 | 30 000 |
| | <u>1 732 230 \$</u> | <u>1 766 059 \$</u> | <u>1 871 238 \$</u> | <u>1 778 781 \$</u> |

CÔTE-NORD

Salaires :

| | | | | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 2 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 1 employé-e de bureau | 785 652 \$ | 804 622 \$ | 840 431 \$ | 860 576 \$ |
| Avantages sociaux | 341 814 | 356 484 | 376 420 | 358 589 |
| Formation continue | 7 857 | 8 046 | 1 373 | 8 606 |
| Séjour et déplacement | 275 000 | 275 000 | 229 674 | 250 000 |
| Loyer | 66 311 | 66 311 | 55 937 | 112 790 |
| Téléphone | 62 756 | 62 756 | 36 549 | 28 875 |
| Informatique | 19 168 | 19 168 | 19 386 | 19 980 |
| Frais juridiques | 6 000 | 6 000 | 15 705 | 18 500 |
| Charges de bureau | 45 000 | 45 000 | 20 224 | 20 000 |
| | <u>1 609 558 \$</u> | <u>1 643 387 \$</u> | <u>1 595 699 \$</u> | <u>1 677 916 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| FINANCES | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 1 coordination | | | | |
| 1 comptable | | | | |
| 4 conseillères et conseillers syndicaux | | | | |
| 10 employé-es de bureau | 4 008 170 \$ | 4 015 562 \$ | 3 871 182 \$ | 4 173 719 \$ |
| Avantages sociaux | 1 793 785 | 1 826 466 | 1 902 039 | 1 830 526 |
| Formation continue | 40 082 | 40 156 | 7 336 | 41 737 |
| Séjour et déplacement | 250 000 | 250 000 | 216 150 | 250 000 |
| Loyer | 540 380 | 540 380 | 532 332 | 756 819 |
| Téléphone | 71 840 | 71 840 | 47 144 | 49 465 |
| Informatique | 401 891 | 378 250 | 247 062 | 99 000 |
| Charges de bureau | 380 000 | 380 000 | 315 429 | 325 000 |
| | <u>7 486 148</u> | <u>7 502 654</u> | <u>7 138 674</u> | <u>7 526 266</u> |
| Honoraires professionnels | 100 000 | 100 000 | 59 574 | 100 000 |
| Amortissement | 90 000 | 90 000 | 56 654 | 70 000 |
| Documents et formulaires | 15 000 | 15 000 | 7 174 | 10 000 |
| Traitement des données | - | - | - | 200 000 |
| Frais juridiques | 100 000 | 100 000 | 25 921 | 50 000 |
| Frais de caisse | 50 000 | 50 000 | 26 819 | 30 000 |
| Créances douteuses recouvrées | - | - | (16 801) | - |
| | <u>7 841 148</u> | <u>7 857 654</u> | <u>7 298 015</u> | <u>7 986 266</u> |
| Produits : | | | | |
| Administration | 250 000 | 250 000 | 213 168 | 215 000 |
| | <u>7 591 148 \$</u> | <u>7 607 654 \$</u> | <u>7 084 847 \$</u> | <u>7 771 266 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| INFORMATIQUE | | | | |
| Salaire: | | | | |
| 5 conseillères et conseillers syndicaux (6) | | | | |
| 1 employé-e de bureau | | | | |
| 6 techniciennes et techniciens | 3 616 545 \$ | 3 606 598 \$ | 3 520 612 \$ | 3 308 936 \$ |
| Avantages sociaux | 1 610 555 | 1 615 081 | 1 522 924 | 1 424 909 |
| Formation continue | 36 165 | 36 066 | 5 179 | 33 089 |
| Séjour et déplacement | 150 000 | 150 000 | 126 720 | 105 556 |
| Loyer | 259 172 | 259 172 | 253 116 | 522 138 |
| Téléphone | 79 480 | 79 480 | 61 076 | 68 295 |
| Informatique | 191 678 | 166 121 | 232 554 | 232 740 |
| Charges de bureau | 50 000 | 50 000 | 24 006 | 25 000 |
| | <u>5 993 595</u> | <u>5 962 518</u> | <u>5 746 187</u> | <u>5 720 663</u> |
| Réseau intranet - internet | 3 450 000 | 3 450 000 | 3 082 395 | 600 000 |
| Téléphonie | 75 000 | 75 000 | 82 761 | 1 675 000 |
| Bureautique | 3 350 000 | 3 350 000 | 2 081 633 | 2 475 000 |
| Applications | 800 000 | 800 000 | 737 061 | 1 500 000 |
| Honoraires professionnels | 300 000 | 300 000 | 54 366 | 300 000 |
| Amortissement informatique | 5 924 630 | 5 924 630 | 3 284 864 | 3 850 000 |
| | <u>19 893 225</u> | <u>19 862 148</u> | <u>15 069 267</u> | <u>16 120 663</u> |
| Produits : | | | | |
| Facturation | 12 069 708 | 12 069 708 | 5 748 929 | 6 607 272 |
| | <u>7 823 517 \$</u> | <u>7 792 440 \$</u> | <u>9 320 338 \$</u> | <u>9 513 391 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|------------------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| IMMEUBLE DE MONTRÉAL | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 1 préposé-e à la maintenance | | | | |
| 10 préposés-es à l'immeuble (6) | 1 983 307 | 1 907 682 | 2 177 654 | 2 759 041 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Avantages sociaux | 922 604 | 920 577 | 1 108 539 | 1 326 925 |
| Formation continue | 19 833 | 19 077 | 277 | 27 590 |
| Séjour et déplacement | 20 000 | 20 000 | 39 514 | 50 000 |
| Loyer | 182 709 | 182 709 | 297 507 | 187 037 |
| Téléphone | 52 132 | 52 132 | 4 780 | 10 945 |
| Informatique | 8 813 | 8 813 | 12 199 | 17 100 |
| Charges de bureau | 45 000 | 45 000 | 3 166 | 5 000 |
| | <u>3 234 398</u> | <u>3 155 990</u> | <u>3 643 636</u> | <u>4 383 638</u> |
| Électricité et chauffage | 1 800 000 | 1 800 000 | 1 098 752 | 1 800 000 |
| Entretien et réparations | 2 000 000 | 2 000 000 | 1 157 184 | 2 200 000 |
| Honoraires professionnels | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 838 751 | 700 000 |
| Assurances | 325 000 | 325 000 | 216 236 | 270 000 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 2 100 000 | 2 100 000 | 631 480 | 5 572 000 |
| Taxes | 2 000 000 | 2 000 000 | 1 216 517 | 5 100 000 |
| Amortissement | 475 000 | 475 000 | 658 842 | 1 100 000 |
| | <u>12 934 398</u> | <u>12 855 990</u> | <u>10 461 398</u> | <u>21 125 638</u> |
| Produits : | <u>7 683 334</u> | <u>7 683 334</u> | <u>7 857 060</u> | <u>17 642 625</u> |
| | <u>5 251 064</u> | <u>5 172 656</u> | <u>2 604 338</u> | <u>3 483 013</u> |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|---------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| IMMEUBLE DE QUÉBEC | | | | |
| Salaires : | | | | |
| 2 préposé-es à l'immeuble | 480 961 \$ | 492 567 \$ | 501 406 \$ | 631 910 \$ |
| Avantages sociaux | 229 898 | 238 473 | 264 794 | 304 695 |
| Formation continue | 4 810 | 4 926 | - | 6 319 |
| Séjour et déplacement | 10 000 | 10 000 | 1 888 | 6 000 |
| Téléphone | 8 568 | 8 568 | 1 593 | 2 555 |
| Informatique | 4 406 | 4 406 | 9 774 | 6 300 |
| Dépenses diverses | 25 000 | 25 000 | 10 309 | 7 000 |
| | <u>763 643</u> | <u>783 940</u> | <u>789 764</u> | <u>964 779</u> |
| Entretien et réparations | 150 000 | 150 000 | 58 080 | 75 000 |
| Frais communs | 1 000 000 | 1 000 000 | 926 655 | 1 000 000 |
| Honoraires professionnels | 50 000 | 50 000 | - | 50 000 |
| Taxes | 75 000 | 75 000 | 64 816 | 75 000 |
| Amortissement | 600 000 | 600 000 | 558 741 | 550 000 |
| | <u>2 638 643</u> | <u>2 658 940</u> | <u>2 398 056</u> | <u>2 714 779</u> |
| Produits : | <u>1 435 818</u> | <u>1 435 818</u> | <u>1 366 661</u> | <u>1 526 986</u> |
| Déficit d'exploitation | <u>1 202 825 \$</u> | <u>1 223 122 \$</u> | <u>1 031 395 \$</u> | <u>1 187 793 \$</u> |

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX

FONDS DE DÉFENSE PROFESSIONNELLE

BUDGET 2017-2020

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

| | Budget 2014-2017 | Budget modifié 2014-2017 | Réel 36 mois 2014-2017 | Budget 36 mois 2017-2020 |
|----------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| SECTEUR PUBLIC | | | | |
| NÉGOCIATIONS REGROUPÉES | | | | |
| Ressources d'appui : | | | | |
| Salaires | 3 377 625 \$ | 3 458 951 \$ | 3 314 440 \$ | 2 649 721 \$ |
| Avantages sociaux | 1 441 505 | 1 505 127 | 1 516 006 | 1 070 225 |
| Formation continue | 33 776 | 34 590 | 1 515 | 26 497 |
| Séjour et déplacement | 450 000 | 450 000 | 475 178 | 250 000 |
| Loyer | 308 824 | 308 824 | 314 093 | 729 330 |
| Téléphone | 94 376 | 94 376 | 60 403 | 51 435 |
| Informatique | 146 953 | 146 953 | 138 398 | 86 100 |
| Dépenses de bureau | 60 000 | 60 000 | 65 725 | 50 000 |
| Budget de fonctionnement : | | | | |
| Recherche | 50 000 | 50 000 | 1 300 | 50 000 |
| Abonnement | 10 000 | 10 000 | 9 765 | 10 000 |
| | <u>5 973 059 \$</u> | <u>6 118 821 \$</u> | <u>5 896 823 \$</u> | <u>4 973 308 \$</u> |

PROPOSITIONS

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2017-2020

Le comité précongrès recommande au 65^e Congrès l'adoption de la proposition budgétaire au budget de fonctionnement, au Fonds de défense professionnelle, au Fonds de soutien extraordinaire ainsi qu'au budget cumulatif pour l'exercice 2017-2020.

PROPOSITIONS ISSUES DU BUDGET

Le comité précongrès recommande :

1. MODIFICATION AU QUANTUM DES PRESTATIONS

1.1 QUANTUM DES PRESTATIONS DE GRÈVE

ET DE LOCK-OUT

(En application de l'article 18.01 des statuts et règlements du FDP)

Que les prestations hebdomadaires de grève et de lock-out soient portées à :

261 \$ à compter du 11 juin 2017

268 \$ à compter du 1^{er} mars 2018

275 \$ à compter du 1^{er} mars 2019

1.2 QUANTUM DES PRESTATIONS DE CONGÉDIEMENT

OU DE SUSPENSION POUR ACTIVITÉ SYNDICALE

(En application de l'article 27.01 des statuts et règlements du FDP)

Que les prestations hebdomadaires pour les personnes suspendues, congédiées ou victimes de représailles pour activité syndicale soient portées à :

261 \$ à compter du 11 juin 2017

268 \$ à compter du 1^{er} mars 2018

275 \$ à compter du 1^{er} mars 2019

csn.qc.ca

